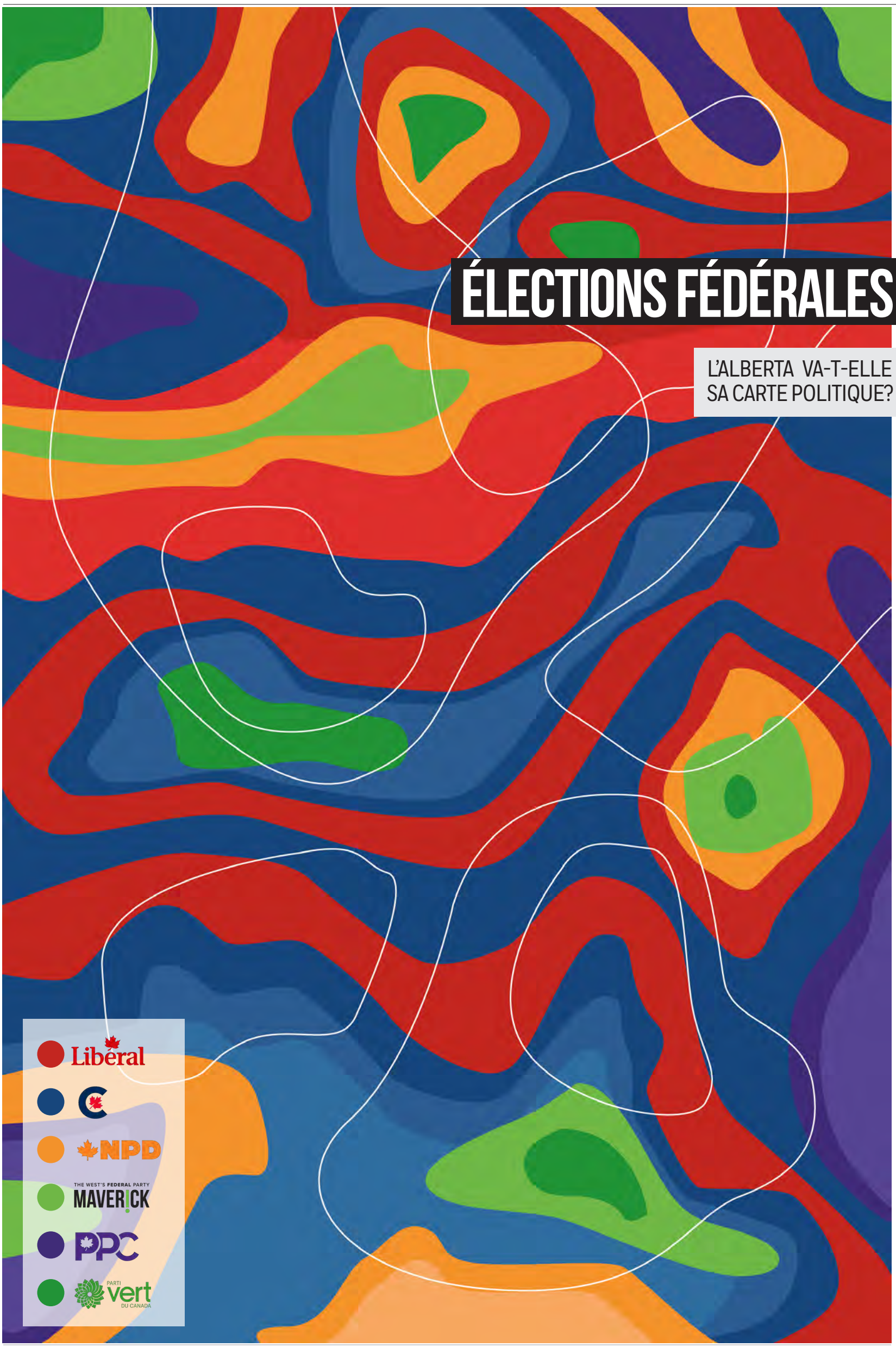
LE FRANCO

DEPUIS 1928, LE SEUL JOURNAL DE LANGUE FRANÇAISE EN ALBERTA

20 pages
• Du 2 au 15 septembre 2021
• 1,25$ • Volume 91 • Nº 28
• Nº de convention 40011833

• @JournalLeFranco
• Le Franco (journal)
• Lefrancojournal
www.lefranco.ab.ca



ÉLECTIONS FÉDÉRALES 2021

L'ALBERTA VA-T-ELLE REDESSINER SA CARTE POLITIQUE?

DISCORDE CHEZ LES MILITANTS CONSERVATEURS

▶6

UNE NOUVELLE ÉCOLE FRANCOPHONE DANS LE SUD DE LA PROVINCE

▶10

LA GARDERIE FRANCOPHONE DE BROOKS OUVRE SES PORTES

▶15

POLITIQUE

LES PARTIS POLITIQUES RESPECTENT-ILS LEURS PROMESSES?

▶4-5

POLITIQUE

LE POIDS DE LA FISCALITÉ CHEZ LES IMMIGRANTS QUI SOUTIENNENT LEUR FAMILLE À L'ÉTRANGER

▶7

ÉDUCATION

CAMPUS SAINT-JEAN : LE FÉDÉRAL PROPOSE UNE AIDE IMPORTANTE. QU'EN FERA EDMONTON?

▶12

ÉCONOMIE

INVESTISSEMENT QUÉBEC OUVRE UN POINT DE SERVICE À CALGARY

▶17

DES ÉLECTIONS À DATE FIXE, AVAIT-ON DIT?

Le déclenchement d'élections fédérales anticipées a soulevé plusieurs questions sur la pertinence de la Loi sur les élections à date fixe. Au Canada, la législation stipule qu'une élection fédérale doit avoir lieu «le troisième lundi d'octobre de la quatrième année civile qui suit le jour du scrutin de la dernière élection générale». Une composante de la Loi prévoit toutefois que le gouverneur général peut tout de même dissoudre le Parlement «lorsqu'il le juge opportun». Ainsi, Justin Trudeau est loin d'être le premier à contourner son obligation légale de tenir des élections à date fixe.

FRANCOPRESSE

Sur la scène fédérale, c'est le gouvernement conservateur minoritaire de Stephen Harper qui a introduit le régime d'élection à date fixe au printemps 2007, via le projet de loi C-16.

L'idée, d'abord instituée en Colombie-Britannique, était d'éliminer l'opportunisme politique en ayant des élections à date fixe tous les quatre ans, comme aux États-Unis. On pensait ainsi rendre les assemblées électives plus redevables et contrer le cynisme envers la politique.

La Loi électorale du Canada a ainsi été modifiée, faisant en sorte que la prochaine élection devait avoir lieu en octobre 2009.

Mais le 7 septembre 2008, un an avant la date prévue par la Loi, le premier ministre Stephen Harper a rendu visite à la gouverneure générale de l'époque, Michaëlle Jean, afin de lui demander de dissoudre le Parlement.

Si Stephen Harper a pu si facilement contrevenir à la mesure législative qu'il avait lui-même fait adopter sur les élections à date fixe, c'est entre autres parce qu'une autre partie de celle-ci prévoyait que «le présent article n'a pas pour effet de porter atteinte aux pouvoirs du gouverneur général, notamment celui de dissoudre le Parlement lorsqu'il le juge opportun».

EST-CE LÉGAL?

Le professeur retraité au Département de science politique de l'Université Laval Louis Massicotte s'intéresse grandement aux lois sur les élections à date fixe du Canada.

Il se souvient très bien de l'épisode sous Stephen Harper : «Ma réflexion, ma réaction, ça a été de dire : "Oui, mais est-ce qu'il a le droit de le faire?" Puis là, j'ai vérifié la loi. Puis je me suis aperçu qu'il avait bel et bien le droit de passer à côté de la loi.»

Ces nouvelles mesures n'ont pas abrogé la Constitution canadienne. Celle-ci prévoit, à l'article 50, que «la durée de la Chambre des Communes ne sera que de cinq ans, à compter du jour du rapport des brefs d'élection, à moins qu'elle ne soit plus tôt dissoute par le gouverneur général».

Le fait que le gouvernement Harper était minoritaire à l'époque justifie selon certains experts qu'il ait pu contourner sa propre loi.

Le déclenchement anticipé d'une élection peut aussi bien servir aux partis d'opposition, dans le cas d'un gouvernement minoritaire, qu'au parti au pouvoir.

Dans un article paru dans la revue *Les Cahiers de droit* en juin 2010, les juristes Guy Tremblay et Hubert Cauchon expliquent qu'en contexte minoritaire, «il est difficile d'accepter que l'opposition ait seule le pouvoir de décider ou non d'une élection anticipée».

L'opposition se trouve ainsi dans la même position — profiter du meilleur moment de déclencher une élection pour ses propres intérêts — que celle des gouvernements que la loi en question était censée éviter.

Selon les deux juristes, «l'idée qu'un gouvernement minoritaire dispose d'une marge de manœuvre comparable à celle des partis d'opposition est certes défendable».

Par contre, ce ne sont pas que des gouvernements minoritaires qui ont fait fi des obligations d'élections à date fixe à l'échelle du pays. Louis Massicotte a identifié quatre gouvernements majoritaires qui ont fait de même.

«Ils ne pouvaient même pas invoquer cette circonstance atténuante, souligne-t-il. Ces lois sont donc trompeuses, puisqu'on peut les ignorer et que l'opinion publique, jusqu'ici en tout cas, ne s'en émeut guère.»

LES QUATRE CAS OÙ DES GOUVERNEMENTS MAJORITAIRES ONT DÉCLENCHÉ DES ÉLECTIONS AVANT LA DATE FIXÉE PAR LEUR PROPRE LOI :

- **Alberta, 2015** – Le conservateur Jim Prentice – Perdu face aux néodémocrates de Rachel Notley
- **Manitoba, 2019** – Le conservateur Brian Pallister – Réélu
- **IPÉ, 2015** – Cinq mois avant la date en raison de la tenue des élections fédérales prévues – Le libéral Wade MacLauchlan a été réélu
- **IPÉ, 2019** – Les élections ont été tenues quatre ans après la précédente (ci-haut), mais la date fixée par la loi était octobre 2019, donc cinq mois plus tard. Les libéraux de Wade MacLauchlan ont été battus par les conservateurs, minoritaires.

ET LE GOUVERNEMENT TRUDEAU?

Depuis le printemps dernier, Justin Trudeau laissait entendre régulièrement que le Parlement était dysfonctionnel. Un prétexte pour le premier ministre de déclencher des élections anticipées.

L'affaire n'a pas fait grand vague, à part quelques voix isolées, dont l'éditorialiste de *l'Acadie Nouvelle*, François Gravel, qui a dénoncé le geste : «Il n'y a aucune bonne raison de déclencher des élections précipitées, alors que profile à l'horizon le spectre d'une quatrième vague de COVID-19.»

Louis Massicotte pressent cependant une possibilité, cette fois-ci, d'un ressac de l'électorat : «J'ai rarement vu […] la réticence des électeurs à aller en élections être étalée de façon aussi claire. J'ai regardé plusieurs sondages là-dessus et je n'en ai pas trouvé un seul où la plupart des gens disent que c'est une bonne idée d'aller en élections.»

Après toutes ces transgressions, le seul avantage que le politologue reconnait aux lois sur les élections à date fixe est qu'elles semblent avoir éliminé les mandats de cinq ans pour les gouvernements.

AILLEURS AU PAYS

Le déclenchement d'une élection anticipée n'est pas une nouveauté au Canada. Une dizaine d'autres gouvernements provinciaux ont posé ce geste par le passé.

La Colombie-Britannique a été la première au pays à adopter une loi stipulant que les élections provinciales auraient désormais lieu à date fixe, en 2001. Au fil des ans, la mesure s'est répandue presque partout au Canada.

Seule la Nouvelle-Écosse n'a pas embarqué dans le train, le Yukon l'ayant fait en 2020.

Mais dès le départ, on donnait le ton quant aux limites de la restriction électorale. Le bureau des élections de Colombie-Britannique explique ainsi la portée de la loi sur son site Web : «Quoique les élections sont fixées aux quatre ans, elles peuvent avoir lieu avant la date prévue si le gouvernement déclenche une élection ou perd la confiance de l'Assemblée législative.» [*traduction libre*].

Bref, les élections sont à date fixe, sauf si le gouvernement en décide autrement. ▲

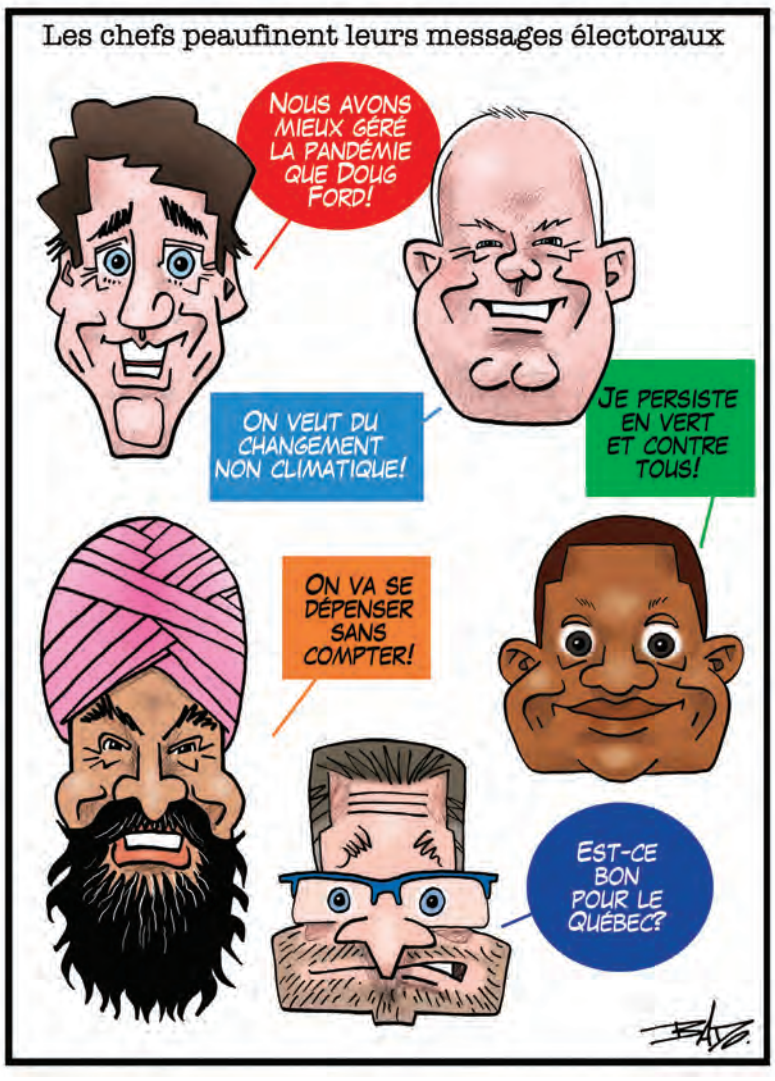
Louis Massicotte est professeur retraité du Département de science politique de l'Université Laval. Crédit : Courtoisie

> "L'IDÉE QU'UN GOUVERNEMENT MINORITAIRE DISPOSE D'UNE MARGE DE MANŒUVRE COMPARABLE À CELLE DES PARTIS D'OPPOSITION EST CERTES DÉFENDABLE."
>
> Guy Tremblay et Hubert Cauchon

GLOSSAIRE

ATTÉNUANTE
Qui déresponsabilise par les faits

ELECTIONS.CA



MARC POIRIER
FRANCOPRESSE

FÉDÉRAL

POLITIQUE

Un électeur dépose son bulletin de vote dans l'urne. Crédit : Élections Canada

UN SCRUTIN PAS COMME LES AUTRES POUR ÉLECTIONS CANADA

Élections Canada estime recevoir jusqu'à cinq-millions de votes par la poste, contrairement aux 50 000 bulletins habituellement reçus lors d'un scrutin général. Cette situation pourrait repousser la confirmation des résultats jusqu'à cinq jours après le jour du vote. En vue du scrutin du 20 septembre, Élections Canada devra déployer des efforts supplémentaires pour s'adapter aux conditions sanitaires des autorités locales imposées par la pandémie.

FRANCOPRESSE

Le port du masque, la distanciation physique, l'utilisation de barrières physiques et l'utilisation de crayons à usage unique feront partie des changements mis en place dans les bureaux de vote.

Malgré le déclenchement d'une élection anticipée en temps de pandémie, le directeur général des élections (DGE), Stéphane Perreault, se veut rassurant.

«Depuis des mois, on consulte les autorités de santé publique de tout le pays, tant au niveau fédéral, provincial et territorial, pour nous assurer de fournir nos services dans un environnement qui est sécuritaire pour tous», a-t-il indiqué en conférence de presse le mercredi 18 août.

VÉRIFIER L'INTÉGRITÉ DU VOTE POSTAL

L'augmentation du vote postal constitue le changement le plus important attendu par Élections Canada. Le nombre de votes par la poste pourrait exploser en raison de la pandémie et passer de 50000 à cinq-millions, selon le DGE.

Cette situation pourrait retarder la confirmation des résultats officiels en raison des mesures de vérification mises en place.

«Je sais que les Canadiens sont habitués de recevoir les résultats le soir même de l'élection, mais ce sera différent pour cette élection», avertit Stéphane Perreault. Il estime qu'en fonction du volume, les résultats finaux pourraient être connus jusqu'à cinq jours après le scrutin du 20 septembre.

Ce délai s'explique par la mise en place de mesures de vérification des bulletins de vote : «Dès qu'un électeur fait une demande de vote postal, son nom est automatiquement rayé de la liste», précise le DGE.

Par exemple, un électeur qui a demandé un bulletin postal et qui tenterait d'aller voter en personne devra fournir des explications et prêter serment pour confirmer qu'il n'a pas voté deux fois.

Le directeur général des élections, Stéphane Perrault, signant les brefs de la 43e élection générale en 2019. Crédit : Élections Canada

«Le lendemain de l'élection, c'est là que le dépouillement va se faire, indique Stéphane Perreault. On va être en mesure de comparer les enveloppes reçues avec les noms qui apparaissent comme étant rayés sur la liste.»

> IL Y A UN TRAVAIL DE CONTREVÉRIFICATION QUI EST FAIT AVANT MÊME DE PROCÉDER AU DÉPOUILLEMENT DU VOTE POSTAL."
>
> Stéphane Perreault

«Il y a un travail de contrevérification qui est fait avant même de procéder au dépouillement du vote postal. C'est un processus qui se fait le lendemain de l'élection, en présence des représentants des candidats», ajoute le DGE.

Il insiste sur le fait que le vote en personne demeure la manière la plus facile et la plus efficace de voter.

LE VOTE SANS MASQUE POUR DES RAISONS MÉDICALES

Les personnes qui, «pour des raisons médicales», ne peuvent pas porter le masque et qui n'auront pas pu voter par la poste pourront tout de même exercer leur droit de vote en personne, même si le port du masque est obligatoire dans leur région.

Le directeur général des élections encourage tout de même ceux qui ne peuvent pas porter de masque pour des raisons médicales à voter par la poste.

«Si c'est une question de choix personnel et que le masque est obligatoire dans la juridiction dans laquelle vous votez, alors nous appliquerons ces règles [en vigueur localement]», nuance Stéphane Perreault.

La vaccination ne sera pas obligatoire pour le personnel électoral. Le DGE soutient que les mesures sanitaires mises en place dans les bureaux de vote assurent la sécurité des électeurs.

«Nous recrutons des Canadiens ordinaires, servons des Canadiens ordinaires qui vont se rencontrer dans des lieux hautement contrôlés, beaucoup plus contrôlés que lors de rencontres dans une épicerie tous les jours», précise Stéphane Perreault.

LES ÉLECTIONS EN CHIFFRES

- 338 circonscriptions
- 501 bureaux locaux d'élection
- 16 000 bureaux de vote
- 250 000 travailleurs électoraux

Les élections en chiffres. Crédit : Francopresse

DES DÉFIS LOGISTIQUES À RELEVER

En raison de la pandémie, certains lieux de vote utilisés habituellement devront être remplacés par des lieux moins communs en temps d'élection. Certains bureaux de scrutin pourraient être installés dans des hôtels au lieu des résidences pour personnes âgées, comme c'est parfois le cas.

Le DGE avertit aussi que certains bureaux de vote pourraient être plus éloignés qu'à l'habitude pour certains électeurs, alors que d'autres bureaux ne seront pas conformes aux normes d'accessibilité. À ce jour, Élections Canada a confirmé 75 % des 16000 bureaux de scrutin.

Le recrutement de travailleurs électoraux demeure un défi selon le DGE, qui vise l'embauche de 250000 personnes pour la tenue du scrutin. Contrairement aux élections de 2019, qui étaient prévues au calendrier, Élections Canada n'a que quelques semaines pour procéder aux embauches.

Au cours des prochains jours, Élections Canada sera en mesure d'offrir des services aux électeurs, comme l'inscription et l'accès au vote, dans 501 bureaux situés dans les 338 circonscriptions du pays.

GLOSSAIRE

SCRUTIN
Ensemble des tâches à effectuer pour voter

DATES IMPORTANTES

VOTE PAR ANTICIPATION	10 au 13 septembre 2021 dans un bureau de vote par anticipation ou à n'importe quel bureau d'Élections Canada au plus tard le 14 septembre
VOTE PAR LA POSTE	Présenter une demande au plus tard le 14 septembre 2021
JOUR DE L'ÉLECTION	20 septembre 2021

*Source : Élections Canada

Dates importantes. *Source : Élections Canada Crédit : Francopresse

MÉLANIE TREMBLAY
FRANCOPRESSE

FÉDÉRAL

POLITIQUE

Un électeur dépose son bulletin de vote dans l'urne. Crédit : Élections Canada

LES PARTIS POLITIQUES RESPECTENT-ILS LEURS PROMESSES ÉLECTORALES?

Les élections générales au Canada sont déclenchées. Les partis politiques ont déjà élaboré une liste de promesses qu'ils annonceront au cours de ces 36 jours de campagne. La croyance populaire veut que les élus ne respectent pas leurs promesses alors que la réalité est tout autre.

FRANCOPRESSE - AVEC DES INFORMATIONS DE BRUNO COURNOYER PAQUIN

Les politiciens ont tendance à tenir la plupart de leurs promesses selon le directeur de l'Institut d'études canadiennes de l'Université McGill (IÉCM), Daniel Béland.

«Parfois, ils les tiennent seulement en partie. […] Les médias ou les partis d'opposition ont tendance à attirer l'attention sur les promesses qui ne sont pas réalisées ou entièrement réalisées», précise le chercheur.

Certaines promesses destinées à des groupes particuliers ont moins d'écho dans la population en général si elles ne sont pas respectées, ajoute Daniel Béland.

«Par exemple, la modernisation de la Loi sur les langues officielles. C'est sûr que pour les francophones, surtout ceux qui habitent à l'extérieur du Québec ou même au Québec, c'est beaucoup plus important que pour les anglophones, surtout ceux qui vivent à l'extérieur du Québec.»

PLUS DE 80 % DES PROMESSES RÉALISÉES PARTIELLEMENT OU EN TOTALITÉ

L'initiative indépendante Le Polimètre, développée par des politologues canadiens, mesure le respect des promesses électorales. Depuis le lancementde l'initiative, les chercheurs se sont intéressés aux promesses des conservateurs fédéraux de Stephen Harper entre 2011 et 2015 ainsi qu'aux promesses des libéraux de Justin Trudeau depuis leur première élection en 2015.

Le Polimètre suit aussi la réalisation des promesses des gouvernements provinciaux au Québec depuis 2014, en Ontario depuis 2018 ainsi qu'au Nouveau-Brunswick depuis 2018.

Pendant la campagne électorale fédérale de 2011, les conservateurs de Stephen Harper, qui misaient sur la reprise économique après la récession de 2008, ont formulé 143 promesses. Après l'élection d'un gouvernement majoritaire, les conservateurs ont réalisé complètement 110 (77 %) de ces promesses. Dix promesses ont été réalisées partiellement et 23 ont été rompues.

Les conservateurs de Stephen Harper ont donc réalisé 84 % de leurs promesses en totalité ou partiellement lors de leur dernier mandat qui s'est terminé en 2015.

Selon le directeur de l'Institut d'études canadiennes de l'Université McGill, Daniel Béland, la prochaine campagne électorale portera davantage sur le bilan de la gestion de la COVID que sur les promesses électorales non tenues.
Crédit : Courtoisie

> PARFOIS, ILS LES TIENNENT SEULEMENT EN PARTIE. […] LES MÉDIAS OU LES PARTIS D'OPPOSITION ONT TENDANCE À ATTIRER L'ATTENTION SUR LES PROMESSES QUI NE SONT PAS RÉALISÉES OU ENTIÈREMENT RÉALISÉES."
> Daniel Béland

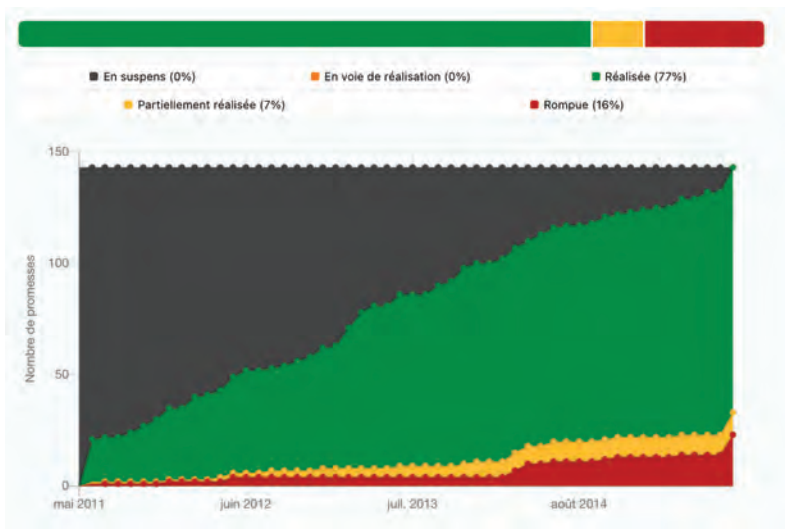


Tableau des promesses des conservateurs de 2011 à 2015. Capture : polimetre.org

MÉLANIE TREMBLAY
FRANCOPRESSE

MÉTHODOLOGIE DU POLIMÈTRE

«Le Centre d'analyse des politiques publiques (CAPP) de l'Université Laval a développé la méthodologie du Polimètre qui permet d'extraire les promesses d'une plateforme électorale, de faire les recherches pour documenter l'action gouvernementale en lien avec les promesses, d'apprécier leurs niveaux de réalisation, de mettre à jour les verdicts en temps réel de manière fiable et de les rendre accessibles directement en ligne.»

LA PANDÉMIE A CHANGÉ LES CHOSES

La réalité est tout autre depuis les élections d'octobre 2019. Les libéraux ont obtenu un gouvernement minoritaire en faisant élire 157 députés et ont dû gérer la pandémie de COVID-19 trois mois après le début des travaux parlementaires. Une situation particulière qui a fait changer les priorités du gouvernement et du Parlement, selon le directeur de l'IÉCM.

«La pandémie a vraiment transformé l'agenda en matière de politiques publiques. Par exemple, il y a des promesses sur la taille du déficit que les libéraux ont faites durant la campagne de 2019. Évidemment, ils ne peuvent pas tenir ces promesses-là à cause de la pandémie et d'autres promesses qu'ils ont faites», précise Daniel Béland.

En tout, les libéraux ont formulé 343 promesses pendant la campagne électorale de 2019. De ce nombre, en date du 12 aout 2021, Le Polimètre calcule qu'ils en ont réalisé 43 en totalité ou partiellement et 143 autres étaient en voie de réalisation.

La courte durée de la 43e législature, en cours depuis le 5 décembre 2019, explique aussi le faible nombre de promesses réalisées comparativement aux gouvernements majoritaires qui ont habituellement quatre ans pour réaliser leurs promesses explique Daniel Béland.

«C'est une situation qui est à l'avantage du gouvernement, parce qu'ils peuvent affirmer qu'ils n'ont pas eu le choix d'abandonner certaines priorités temporairement en raison du gouvernement minoritaire et en raison de la pandémie et de la situation économique et le fait qu'ils ont eu relativement peu de temps pour agir.»

> LA PANDÉMIE A VRAIMENT TRANSFORMÉ L'AGENDA EN MATIÈRE DE POLITIQUES PUBLIQUES."
> Daniel Béland

En date du 12 août, 12 % des promesses des libéraux ont été réalisées en totalité ou partiellement alors que 3 % ont été rompues.

LES PROCHAINES ÉLECTIONS SOUS LE SIGNE DE LA PANDÉMIE

Pendant la prochaine campagne électorale, les partis d'opposition

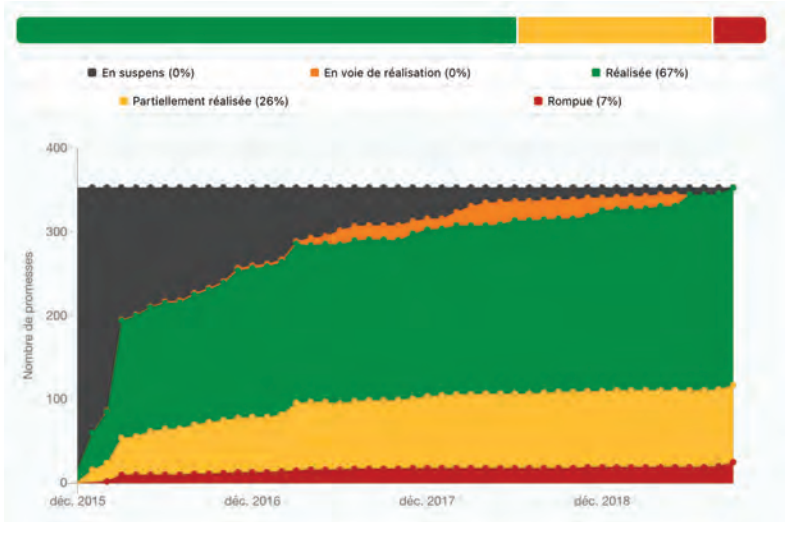


Tableau des promesses des libéraux de 2015 à 2019. Capture : polimetre.org

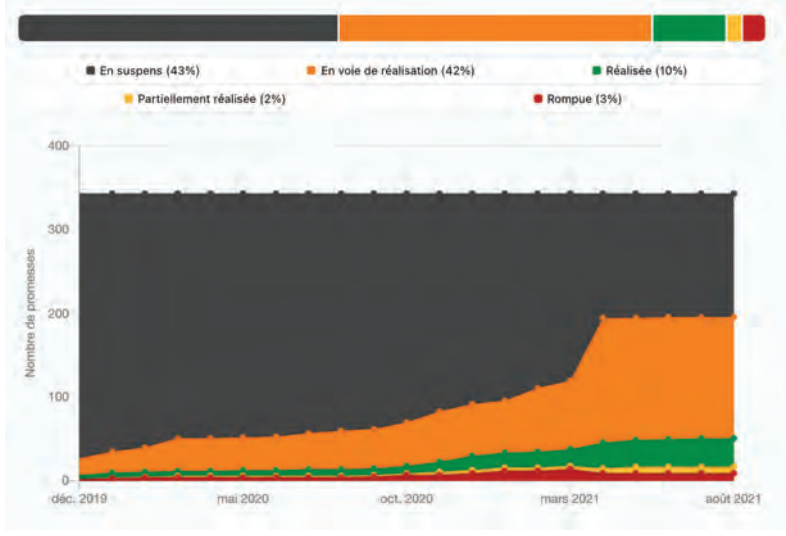


Tableau des promesses des libéraux de 2019 à aujourd'hui. Capture : polimetre.org

risquent d'attaquer davantage les libéraux sur la gestion de la pandémie que sur l'échec de leurs promesses électorales, selon Daniel Béland.

«Le NPD va dire "Les bonnes choses que les libéraux ont faites, c'est à cause de nous, on les a influencés, ils ont dépensé plus qu'ils voulaient, ils ont étendu la durée de certains programmes d'urgence pour les chômeurs, les familles et c'est à cause de nous." Les conservateurs vont dire que les libéraux ont trop dépensé et qu'ils n'ont pas les bonnes priorités», prévoit Daniel Béland.

Comme cela avait été supposé, la gouverneure générale a dissous le Parlement le dimanche 15 août à la demande du Premier ministre. Les Canadiens se rendront aux urnes le lundi 20 septembre.

GLOSSAIRE

PROMESSE
Un engagement souvent verbal de faire quelque chose

OPINION

LA PROMESSE D'UNE PRESTATION CANADIENNE POUR LES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP FAIT NAÎTRE UN NOUVEAU MOUVEMENT

Ces pages sont les vôtres. Le Franco permet à ses lecteurs et lectrices de prendre la parole pour exprimer leurs opinions.

Michelle Hewitt *est coprésidente de* Le handicap sans pauvreté. *Handicapée, elle vit à Kelowna, en Colombie-Britannique et elle est doctorante à l'Université de Colombie-Britannique-Okanagan. Étant donné la gravité de son handicap, Michelle travaille à partir de son lit, en compagnie de ses deux Bouviers bernois.*

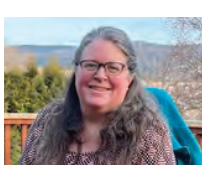
Imaginez un groupe de 100 Canadiennes et Canadiens – jeunes, vieux, de tous les coins du pays et représentant sa riche diversité. Je les imagine en train de jaser, de rire, de partager des photos de leur famille. Une personne a peut-être apporté un ballon, et certains se mettent à jouer.

Dix personnes de ce groupe vivent dans la pauvreté. Bien sûr, elles aussi s'amusent probablement à cette occasion et vous pourriez ne pas pouvoir les reconnaître, mais elles vivent au quotidien le stress de ne pas savoir comment elles feront pour nourrir leur famille et conserver un toit sur leur tête, ainsi que tout autre problème majeur lié à la pauvreté.

Sur ces dix personnes, quatre sont handicapées. En plus de leurs inquiétudes liées à la nourriture, à l'habillement et au logement, elles n'ont pas les moyens de payer les médicaments, les soins et les appareils médicaux dont elles ont besoin pour vivre.

Quand nous regardons les statistiques de plus près, nous constatons que 22 pour cent de la population canadienne vit avec un handicap, mais forme 41 pour cent du groupe qui vit dans la pauvreté. Les personnes en situation de handicap qui vivent dans la pauvreté sont surreprésentées – il y a deux fois plus de personnes handicapées dans le groupe que les statistiques seules n'en rendent compte.

En poussant notre examen plus loin, nous constatons que les personnes handicapées sont moins susceptibles d'être employées que les personnes non handicapées et que, souvent, celles qui ont un emploi se retrouvent en situation de sous-emploi chronique, gagnent le salaire minimum, occupent des postes à temps partiel, et gagnent un salaire insuffisant pour subvenir à leurs besoins.



MICHELLE HEWITT
À TITRE CITOYENNE

Cette situation pourrait cependant être sur le point de changer. Dans le dernier discours du Trône, le gouvernement fédéral a annoncé son intention d'adopter une nouvelle prestation nationale – la prestation canadienne pour les personnes en situation de handicap – qui représente une mesure cruciale pour alléger les difficultés financières des personnes handicapées. Le 22 juin 2021, le gouvernement fédéral a déposé un projet de loi (habilitante) visant à établir la prestation canadienne pour les personnes handicapées.

Des Canadiennes et Canadiens de partout au pays reconnaissent le problème et applaudissent la solution. Un récent sondage Angus Reid révèle qu'une majorité écrasante de la population canadienne – un énorme 89 pour cent – appuie (fortement ou moyennement) la proposition d'une prestation canadienne pour personnes en situation de handicap. Et 88 pour cent de la population est d'avis que cette prestation est un engagement essentiel pour le gouvernement.

En tant que personne vivant avec un handicap, cela me donne beaucoup d'espoir. Ces données montrent que les Canadiennes et les Canadiens de toutes allégeances reconnaissent qu'il est impératif de soutenir les personnes handicapées et de les sortir de la pauvreté.

Je ne suis pas seule à sentir cet espoir. Un nouveau mouvement s'est formé ce mois-ci. Appelé Le handicap sans pauvreté, cet organisme formé de Canadiennes et de Canadiens handicapés représente la riche diversité de nos expériences et s'appuie sur l'élan et les mouvements du passé. Nous nous sommes regroupés pour veiller à ce que le gouvernement fédéral tienne sa promesse de créer une prestation canadienne pour les personnes handicapées.

Les Canadiennes et Canadiens ont peu confiance que nos gouvernements agissent concrètement pour sortir les personnes handicapées de la pauvreté. Selon le sondage Angus Reid susmentionné, 62 pour cent de la population n'a pas confiance dans le gouvernement fédéral à cet égard, et la proportion est encore plus grande envers les gouvernements provinciaux (66 pour cent).

Une majorité de la population (59 pour cent) doute que la prestation promise devienne réalité. La grande majorité (74 pour cent) estime que les trois années de consultation proposées avant d'adopter cette prestation représentent un processus trop lent.w

Le handicap sans pauvreté croit que ce changement peut et doit se produire – et veillera à ce que ce soit le cas. Nous savons que le gouvernement ne peut pas accomplir seul cette tâche colossale, et nous sommes là pour l'aider.

Nous sommes déterminés à faire du Canada un pays où aucune personne handicapée ne vit dans la pauvreté. La première étape consiste à ce que nos gouvernements travaillent en collaboration à l'élaboration de la prestation canadienne pour les personnes en situation de handicap afin d'assurer que les besoins des personnes handicapées sont entendus et que ces personnes reçoivent rapidement cette aide.

Ce mouvement ne fait que commencer. Il y a une place pour tout le monde à la table – les personnes ayant tous types et gravités de handicaps, leurs familles, leurs amis et leurs alliés. Joignez-vous à nous, car nous savons que nous voulons toutes et tous vivre dans un Canada où nous sommes fiers qu'aucune personne handicapée ne vive dans la pauvreté.

> « QUAND NOUS REGARDONS LES STATISTIQUES DE PLUS PRÈS, NOUS CONSTATONS QUE 22 POUR CENT DE LA POPULATION CANADIENNE VIT AVEC UN HANDICAP, MAIS FORME 41 POUR CENT DU GROUPE QUI VIT DANS LA PAUVRETÉ. »

GLOSSAIRE

PRESTATION
Allocation pécuniaire provenant du budget de l'État

POUR CONTACTER *LE HANDICAP SANS PAUVRETÉ* :
HTTPS://WWW.DISABILITYWITHOUTPOVERTY.CA/FR/

LES MILITANTS CONSERVATEURS DÉSAVOUENT LA CANDIDATE IMPOSÉE PAR LE PARTI

Pris par surprise par la candidature de **Laila Goodridge**, le conseil d'administration de l'Association de la circonscription électorale conservatrice de Fort McMurray-Cold Lake ne l'appuie pas et ne la reconnaît pas. Les militants conservateurs déplorent avoir été forcés par le parti sur ce choix sans équivoque.

IJL - FRANCO.PRESSE - LE FRANCO

Une journée à peine après le retrait de la vie politique du député fédéral conservateur David Yurdiga, le parti conservateur du Canada annonce sa remplaçante: Laila Goodridge. Jusqu'alors députée conservatrice provinciale, elle devient de facto la nouvelle candidate aux élections fédérales pour représenter le *oil patch*.

Le problème qui se pose ici, c'est l'absence de course à l'investiture. L'association de la circonscription électorale conservatrice de Fort McMurray-Cold Lake dénonce ouvertement cette situation. L'association est composée de personnes travaillant bénévolement pour le Parti conservateur. Normalement, en campagne électorale, ils appuient et soutiennent activement le candidat de la circonscription.

Or, au jour 8 de la campagne, les électeurs de la région cherchent encore les affiches électorales de Laila Goodridge. Cette dernière fait campagne principalement sur Facebook, Twitter et Instagram en publiant les événements auxquels elle prend part dans la communauté.

"ATTEINTE À LA DÉMOCRATIE"

«Cette nomination porte gravement atteinte aux valeurs fondamentales des conservateurs et au droit constitutionnel de chacun à la démocratie», déclare l'association par communiqué. En fait, aucune consultation ni discussion n'a eu lieu concernant la décision de nommer rapidement Laila Goodridge comme la nouvelle candidate du Parti conservateur du Canada dans le comté de Fort McMurray - Lac La Biche.

Les militants conservateurs soulignent que cette décision a privé les membres du parti de la circonscription de choisir leur nouveau représentant de façon démocratique. «De nombreux candidats qualifiés n'ont pas eu l'occasion de se présenter et leurs opinions conservatrices n'ont pas été examinées par le conseil local.»

Suite à l'annonce du départ de David Yurdiga, l'association conservatrice affirme avoir reçu «des demandes de dossiers de nomination de la part de plusieurs candidats remarquables et crédibles». Le conseil d'administration a alors commencé à faire les démarches pour «lancer le processus de nomination».

GABRIELLE BEAUPRÉ
JOURNALISTE

Le journal Le Franco a contacté Laila Goodridge ainsi que le Parti conservateur du Canada, mais ils n'ont pas donné suite à nos demandes d'entrevue.

Château fort conservateur, à la dernière élection, David Yurdiga a gagné son élection avec près de 80% des votes. Si bien que les autres autres partis ne la priorisent pas cette circonscription cette année. En dépit des tensions manifestes qui animent les conservateurs dans la région, ni les libéraux, ni les néo-démocrates n'ont encore annoncé officiellement leurs candidats.

APPRÉCIÉE DANS SA COMMUNAUTÉ

Bilingue, Laila Goodridge a été députée conservatrice au provincial pour la circonscription de Fort McMurray - Lac La Biche de 2018 jusqu'à l'annonce de son saut en politique fédéral. Elle y a également tenu le rôle de secrétaire parlementaire à la francophonie.

Son départ de la politique provinciale attriste le président de l'Association canadienne-française de l'Alberta (ACFA) Régionale de Plamondon - Lac La Biche, Francis Lamoureux. «Elle était présente pour la communauté.»

Il se souvient notamment de sa participation lors de la levée du drapeau franco-albertain. Elle s'est adressée, en français, aux élèves de l'école Beauséjour en soulignant la place importante de la francophonie dans sa vie.

Laila Goodridge, candidate pour le Parti conservateur du Canada dans la circonscription de Fort McMurray - Lac La Biche. Crédit : Courtoisie

L'ancienne secrétaire parlementaire à la francophonie a été également l'hôte de Jason Kenney, le Premier ministre de l'Alberta lors d'une visite guidée de la région. Elle lui a montré certains attraits touristiques dont La Mission de Lac La Biche, un lieu historique national.

«On perd un bastion francophone au sein du gouvernement Kenney», déclare Francis Lamoureux. Il espère que son prochain député parlera lui aussi français.

> DE NOMBREUX CANDIDATS QUALIFIÉS N'ONT PAS EU L'OCCASION DE SE PRÉSENTER ET LEURS OPINIONS CONSERVATRICES N'ONT PAS ÉTÉ EXAMINÉES PAR LE CONSEIL LOCAL."
>
> Conseil d'administration de l'Association de la circonscription électorale conservatrice de Fort McMurray-Cold Lake

GLOSSAIRE

INVESTITURE
Une élection à l'intérieur d'un parti politique pour désigner un nouveau candidat représentant.

VOULEZ-VOUS CRÉER VOTRE ENTREPRISE ?

Laissez-nous vous accompagner et vous assister!

CDÉA Conseil de développement économique de l'Alberta

Nouveau programme du CDÉA :

INTÉGRATION entrepreneuriale réussie

pour les nouveaux arrivants.

Rencontre personnalisée, ateliers et formation, activités de réseautage, mentorat de connexion, soutien aux transports.

Contactez-nous pour un premier RDV :

Edmonton et les environs :
carine@lecdea.ca
Calgary et les environs :
olga@lecdea.ca

Ou visitez lecdea.ca

POLITIQUE

CET HOMME A 30 PERSONNES À SA CHARGE, MAIS L'IMPÔT EN FAIT FI

L'enjeu n'anime pas les débats nationaux. Et pourtant, pour le directeur des programmes de l'Association francophone de Brooks, **Désiré Kiana**, il est capital que les partis politiques fédéraux s'intéressent au fardeau fiscal des immigrants et proposent des solutions durant la campagne électorale en cours.

IJL - FRANCO.PRESSE - LE FRANCO

« Les Canadiens et résidents permanents ayant des familles dans des pays en guerre ou en situation d'urgence sont leurs seules sources de revenus.» C'est un cas fréquent, qu'évoque Désiré Kiana : les Albertains d'origine africaine maintiennent un lien financier avec leur famille restée dans leur pays d'origine.

Il souligne que les travailleurs canadiens peuvent bénéficier d'avantages fiscaux s'ils démontrent qu'ils ont à leur charge des membres de leurs familles immédiates, c'est-à-dire les enfants ou un conjoint de fait notamment. Il remarque aussi que cela ne s'applique pas si ces personnes habitent à l'étranger.

Désiré Kiana déplore que l'Agence du revenu du Canada ne prenne pas en considération le soutien financier que les immigrants apportent aux membres de leur famille habitant leur pays d'origine. Plus fréquemment qu'autrement, ils doivent rembourser de l'argent au fédéral.

«LA SOLIDARITÉ AFRICAINE»

Natif de la province du Nord-Kivu dans la République Démoratique du Congo, Désiré Kiana est arrivé au Canada en 1999. Il a quitté son pays en raison de la guerre, qui elle, a commencé en 1993 et perdure encore aujourd'hui.

Ses cinq frères et ses deux sœurs y résident encore avec leur conjoint/conjointe et leurs enfants. Lorsque ces derniers ont besoin d'argent pour, par exemple, payer des soins de santé, ils se tournent vers lui. Désiré estime pourvoir aux besoins en nourriture de 30 personnes en plus d'absorber les soins médicaux ainsi que l'éducation des plus jeunes d'entre eux.

«C'est la solidarité africaine, martèle Désiré Kiana. Quand on trouve des moyens [financiers], il faut partager avec les autres.» Parallèlement, il a lui aussi sa petite famille au Canada : sa conjointe ainsi que trois enfants.

Même si plusieurs immigrants africains ont un bon salaire, Désiré Kiana raconte que ces derniers n'ont pas le luxe de s'acheter une maison. Même que parfois, certains d'entre eux ont de la difficulté à payer leur loyer à la fin du mois puisqu'ils aident financièrement leur famille.

«C'est une préoccupation qui me tient à cœur parce que je ne suis pas la seule personne qui se retrouve dans cette situation, on est beaucoup», déclare Désiré Kiana.

GABRIELLE BEAUPRÉ
JOURNALISTE

> C'EST UNE PRÉOCCUPATION QUI ME TIENT À CŒUR PARCE QUE JE NE SUIS PAS LA SEULE PERSONNE QUI SE RETROUVE DANS CETTE SITUATION, ON EST BEAUCOUP."
> Désiré Kiana

QU'EN DISENT LES PARTIS POLITIQUES

Randy Boissonnault, candidat libéral de la circonscription d'Edmonton-Centre, explique que son parti travaille à mettre sur pied des allégements fiscaux qui vont permettre aux immigrants de respirer financièrement.

«C'est l'une des raisons pour lesquelles on a demandé aux plus riches de payer plus d'impôts afin qu'on puisse réduire ceux des gens de la classe moyenne et ceux des gens qui sont près ou en bas du seuil de pauvreté.»

Dans sa plateforme électorale, le Parti libéral a comme plan de doubler le nombre de personnes éligibles au regroupement familial. Cette mesure pourrait réduire ces liens de dépendance financière, mais impose une relocalisation.

La rédaction a également demandé le point de vue du Nouveau Parti démocratique (NPD) et du Parti conservateur concernant les mesures d'allégements fiscaux des immigrants canadiens et résidents permanents qui partagent leurs revenus avec les membres de leur famille vivant dans leur pays d'origine.

C'est avec regret que Heather Mackenzie, candidate du NPD de la circonscription d'Edmonton-Centre n'a pas pu répondre à la question. Quant au Parti conservateur, il n'a pas donné suite à notre demande d'entrevue. ▲

GLOSSAIRE

ALLÉGEMENT
Diminution

« Nos revenus sont partagés entre nous, ici au Canada, et avec les familles proches qui sont restées au pays», explique Désiré Kiana. Crédit : Courtoisie.

OYEZ, OYEZ!

VOUS ÊTES NOS YEUX ET NOS OREILLES À BROOKS!

POUR LIRE D'AUTRES BELLES HISTOIRES, N'HÉSITEZ PAS À NOUS CONTACTER À REDACTION@LEFRANCO.AB.CA ET NOUS PARTAGER VOS TÉMOIGNAGES.

DR. CLAUDE BOUTIN ORTHODONTIST
wired wireless
Dr Claude Boutin
B.Sc, D.D.S., D. Ortho., F.R.C.D
Spécialiste certifié en orthodontie
- *Orthodontie pour les enfants et les adultes*
- *Services en français*
- *Cabinets de traitement privés et modernes*
- *Technologie de pointe*
- *Aucune référence nécessaire*

Tél. : (403) 284-5202
www.drboutin.com
Market Mall Executive Professional Centre
Suite 124 – 4935 40 Avenue N.O.
Calgary, AB T3A 2N1

CANADA PLACE DENTAL
www.downtowncanadaplacedental.com
Nous offrons les services suivants :
Urgences acceptées le même jour, Traitement cosmétique, Blanchissage des dents, Remplissage en céramique, Implantations, Couronnes en céramique en une seule visite
Blanchissage de dents GRATUITS pour les nouveaux patients
Situé au centre-ville - édifice Théâtre Citadel
9828, 101A Avenue Edmonton (AB) T5J 3C6
Stationnement remboursé

Dr. Marc Coulombe, dentiste
Tél.: 780 424-6272 | canadaplacedental2@gmail.com

OÙ EN ALBERTA?

DANS QUELLE VILLE SE TROUVE CETTE RÉPLIQUE DE «THE ENTERPRISE» VÉHICULE SPATIAL DE L'UNIVERS DE STAR TREK ?

FRANCO QUIZ

Testez vos connaissances sur la francophonie

LA VILLE DE MORINVILLE DOIT SON NOM À UN PRÊTRE COLONISATEUR. MAIS QUEL ÉTAIT SON PRÉNOM ?

N° 1
Jacques Morin

N° 2
Georges Morin

N° 3
Jean-Baptiste Morin

Réponses :
• Elle se trouve à Vulcan, la capitale canadienne de Star Trek.
• N° 2

CHRONIQUE

LES ENJEUX DES ÉLECTIONS FÉDÉRALES

Il y avait unanimité au sein de l'opposition aux Communes pour condamner la décision du Premier Ministre Justin Trudeau de déclencher des élections en pleine menace d'une quatrième vague de la Covid-19.

L'argument avancé par le gouvernement Trudeau et ses principaux ténors, c'est que le Parlement était devenu « dysfonctionnel ». Or, pour l'opposition, NPD, Conservateurs et Bloc Québécois réunis, c'est le gouvernement qui refusait de négocier de bonne foi sur des dossiers cruciaux.

Les débats parlementaires se résumaient donc à un dialogue de sourds. Pour les libéraux, pas d'autres issues que d'en appeler au verdict des urnes. Reste que, une fois de plus, c'est l'opinion publique qui est prise en otage alors qu'elle ne semble pas favorable à la tenue d'élections.

Faut-il rappeler que cette manœuvre électorale est un procédé que critiquaient les libéraux lorsqu'ils formaient l'opposition officielle à Ottawa, à l'époque du gouvernement conservateur de Stephen Harper ? Soit dit en passant, en 2020, en plein contexte épidémique, des élections provinciales avaient été déclenchées au Nouveau-Brunswick, ainsi qu'en Colombie-Britannique. À chaque fois, forçant le destin, le conservateur Blain Higgs et le néo-démocrate John Horgan avaient remporté leur pari, celui de former un gouvernement majoritaire.

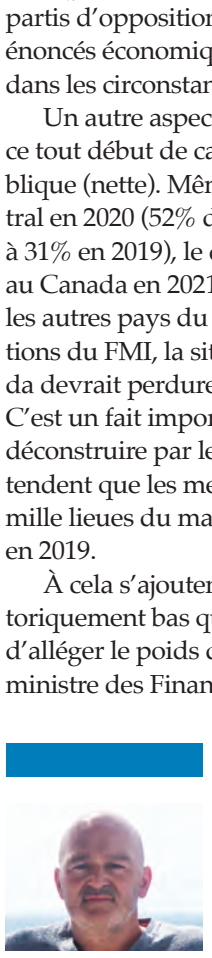
Il ne manquait donc pas d'exemples aux libéraux, en tête dans les sondages, pour justifier une mince fenêtre afin d'espérer gagner une majorité. Reste que ce coup partisan est loin de la démocratie ouverte et citoyenne que le jeune Trudeau nous a vendue en 2015, avec toute la sainteté qui le caractérisait.

LA PANDÉMIE COMME CAPITAL POLITIQUE

Les études sont unanimes : le Canada est l'un des pays du G-7 qui a apporté le soutien financier le plus important durant la crise sanitaire. Certes, les budgets de relance économique, estimés à plusieurs centaines de milliards de dollars d'ici 2025, sont en partie un saupoudrage de fonds publics — sans vision claire selon l'Institut CD Howe — et non une stratégie à long terme. Mais pouvait-il en être autrement ? Si les partis d'opposition ont pu décrier certains énoncés économiques, auraient-ils fait mieux dans les circonstances ?

Un autre aspect en faveur des libéraux en ce tout début de campagne est la dette publique (nette). Même après un bond magistral en 2020 (52% du PIB comparativement à 31% en 2019), le déficit reste moins lourd au Canada en 2021 (52 % du PIB) que dans les autres pays du G7. D'après les estimations du FMI, la situation enviable du Canada devrait perdurer (45% du PIB en 2025). C'est un fait important qui sera difficile à déconstruire par les autres partis qui prétendent que les mesures budgétaires sont à mille lieues du mandat confié aux libéraux en 2019.

À cela s'ajoutent des taux d'intérêt historiquement bas qui devraient permettre d'alléger le poids de la dette. Trudeau et la ministre des Finances Chrystia Freeland ont bien compris l'enjeu : profiter de la pandémie pour imposer leurs choix sans donner l'impression aux électeurs qu'ils sont condamnés à des perspectives sombres. Certes, l'économie dictant sa loi au politique et non l'inverse, nous ne sommes pas à l'abri de revirements spectaculaires nécessitant des hausses d'impôts et de sévères compressions. Mais la conjoncture internationale tend plutôt vers une reprise économique en 2022, ce qui est de bon augure.



ÉTIENNE HACHÉ
CHRONIQUEUR POLÉMIQUE ET PHILOSOPHIQUE

> « SANS MINORER LA FRANCOPHONIE HORS QUÉBEC, FORCE EST DE CONSTATER QUE LE GOUVERNEMENT LIBÉRAL A GÉRÉ MINABLEMENT CE DOSSIER [...]. »
> Étienne Haché

Enfin, un autre avantage pour le gouvernement sortant, c'est que le Canada, à la traîne dans la campagne de vaccination contre la Covid-19 au début 2020, fait maintenant figure de meilleur élève du G20. En effet, après le Royaume-Uni, c'est le pays qui enregistre le plus haut taux de vaccination (55% pour les deux doses et 75% pour la première), devant l'Allemagne, les États-Unis et la France.

D'AUTRES ENJEUX IMPORTANTS

Outre les finances publiques et la vaccination, d'autres sujets dépassent en importance l'intégration des individus racisés, l'apprentissage du camping et les bourses étudiantes. Songeons au financement de la santé, aux changements climatiques, aux pouvoirs des GAFA, à l'immigration (talon d'Achille des libéraux), ainsi qu'aux différends avec la Chine et la Russie. Ces enjeux exigent un débat rigoureux et un mandat clair pour le prochain gouvernement. Mais le Canada n'est pas une exception. Tous les pays occidentaux sont à la croisée des chemins sur la plupart de ces sujets.

Restent des dossiers comme ceux de la francophonie et la condition autochtone. Sans minorer la francophonie hors Québec, force est de constater que le gouvernement libéral a géré minablement ce dossier, se contentant d'injecter des sommes d'argent à gauche et à droite, notamment à des universités davantage motivées par la concurrence que par la francophonie locale. Pendant ce temps, la réforme des langues officielles se fait toujours attendre.

La nomination de Mary Simon au poste de Gouverneure générale du Canada — avec la promesse d'apprendre le français, sans blague ? —, devrait calmer le jeu et permettre d'entrevoir de meilleures relations avec les communautés autochtones, qui sont, avec les francophones hors Québec, les souffre-douleurs du multiculturalisme canadien.

RIEN N'EST JOUÉ...

L'avance que détiennent les libéraux n'est pas insurmontable pour leurs principaux rivaux. Tout dépendra du pouvoir de conviction du chef conservateur Erin O'Toole. Personnalité sympathique, plutôt modéré, né à Montréal, ayant étudié en Nouvelle-Écosse, acquis au fait français (québécois), O'Toole pourrait surprendre et faire des gains inespérés.

Comment pourra-t-il toutefois, dans sa traversée du pays et lors du premier débat télévisé, éviter des sujets délicats comme le contrôle des armes à feu, l'avortement, les avantages fiscaux aux entreprises et le pétrole ?

L'élection se jouera encore une fois au Québec et surtout en Ontario, entre libéraux et conservateurs, avec le NPD en embuscade. À moins d'un scandale ou d'une ingérence étrangère dans la campagne électorale, qui ferait d'Erin O'Toole un vrai patriote comme Diefendbaker — face à un Trudeau devenu simple communicant depuis 2019 —, ce dernier ne peut toutefois compter sur une fibre nationaliste. Cette époque est malheureusement révolue. La marge est donc restreinte pour le chef conservateur. Il lui faudra capitaliser à la moindre erreur des libéraux et contenir une base partisane aux discours susceptibles de faire dérailler à tout instant la machine conservatrice. ▲

GLOSSAIRE
SAUPOUDRAGE
Répartir par petites touches de l'argent public

OPINION

LE PROJET D'ÉTATS GÉNÉRAUX POURSUIT SON CHEMIN : RÉPONSE À RÉMI LÉGER

Ces pages sont les vôtres. Le Franco permet à ses lecteurs et lectrices de prendre la parole pour exprimer leurs opinions. Marc Arnal, ancien doyen et Paul Dubé, ancien professeur, tous deux au Campus Saint-Jean relancent le débat sur le projet d'États généraux sur l'éducation en français en répondant au texte de Rémi Léger, publié initialement dans l'édition du 26 novembre 2020, puis dans notre numéro du 05 août 2021.

Nous sommes heureux de constater que nos deux articles ont suscité le dialogue souhaité dans la communauté des lecteurs.trices du Franco et, éventuellement, de la francophonie albertaine. Nous tenons également à remercier notre journal d'avoir ouvert ses pages à ces échanges qui nous paraissent significatifs dans le contexte actuel devant déboucher, il nous semble, sur une réflexion collective en passant par des États généraux. Ceux-ci nous semblent motivés par une convergence de facteurs multiples dont, entre autres, un gouvernement provincial asservi à son idéologie qui nie nos droits éducatifs (durement conquis) assurant notre existence et notre épanouissement, la nécessité de prendre en main nos autorités acquises dans le domaine, la reconnaissance que nous vivons dans une communauté francophone plurielle et diversifiée (identifiée précédemment) qui mérite des services éducatifs mieux adaptés à ses besoins (pour ne rien dire d'un projet de société dont cette réflexion pourrait en être l'impulsion).

Notre premier article définissait le raisonnement qui nous amenait à proposer des États généraux de la francophonie albertaine pour structurer la vaste consultation communautaire suggérée, tandis que le deuxième avançait, pour éviter de se lancer dans le vide, une option dans le processus consultatif, soit, comme le suggère le sous-titre, des «réflexions pour une pratique de la transculturalité». Comme ce concept nous impose une analyse rigoureuse des nombreux facteurs à considérer pour son application, il nous semblait opportun de l'évoquer comme une des premières étapes en ce qui a trait à l'identification des différents enjeux, tout en rappelant qu'il s'agissait seulement d'une option.

Nous rappelons succinctement ici l'option proposée en citant les passages pertinents. Dans le premier texte, on proposait des États généraux en insistant sur le fait que c'est à nous, la communauté francophone dans toute son étendue, de «définir une vision qui corresponde à ce que nous voulons que notre communauté devienne…», en passant par cette «vaste consultation de toutes les parties prenantes», cette «structure démocratique qui assure que tous et toutes apportent leur voix au chapitre de l'histoire». Après en avoir appelé à la création d'un comité organisateur qui propose «une vision pour alimenter la discussion», et d'une

Paul Dubé est un ancien professeur de littérature à l'Université de l'Alberta et auteur. Crédit : Courtoisie

structure de consultation «afin de produire l'étendue recherchée de cette (…) réflexion collective», on conclut qu'il sera proposé dans notre deuxième texte, «une première réflexion sur un projet de société qu'il est difficile de ne pas inclure dans ce genre de grande réflexion collective».

Notre deuxième texte sur le concept et la pratique potentielle de la transculturalité annonce dans le paragraphe introductif que ledit projet est proposé, «en supposant évidemment que ce soit une option dans le contexte d'une réflexion collective», mais, implicitement, que rien n'assure qu'il soit retenu dans le processus organisateur élaboré dans notre premier texte.

Peut-on voir dans nos propos «l'objectif de promouvoir la transculturalité», comme l'avance Rémi Léger, qui serait, s'il en était ainsi, selon lui, «une contradiction fondamentale» avec la structure même d'États généraux? Notre ami ajoute que ceux-ci ne représentent pas «la bonne démarche pour débattre de la pertinence d'un projet particulier (…)», et nous demande si on ne pourrait pas plutôt «proposer (notre) projet de la transculturalité dans le cadre des activités organisées sous l'égide des États généraux», car ceux-ci seraient «ouverts à toute proposition».

La soi-disant «incompatibilité» de notre option se situe, au contraire, précisément dans l'espace public et politique où veut la placer Rémi Léger. Pour ce qui du projet des États généraux, il nous rassure en confirmant que c'«est le bon». Ouf!

Quand on lit attentivement les textes, on comprend vite que sur les deux éléments clés soulevés, les différences supposées disparaissent. Quant aux gros mots - «contradiction fondamentale» et «incompatibilité» - utilisés par Rémi Léger, il faut en trouver les motifs dans la forme d'un discours d'opposition sur le rapport qu'il projette entre lui et les auteurs des premiers textes. Ainsi, le signifié principal qui se dégage du texte de Léger dénotant une opposition se situe dans la forme puisque sur le fond les auteurs se rejoignent…

Outre les nuances qu'il faut apporter à l'interprétation de Rémi Léger quant à la jurisprudence sur la question de l'application de l'article 23 dans les communautés, il est à retenir de cet échange le fait que le dialogue souhaité sur des grandes questions qui doivent interpeller la communauté francophone ait commencé et se poursuive. Remercions Rémi Léger d'avoir été le premier, pour ainsi dire, à mettre la main à la pâte en se positionnant solidairement sur le besoin d'États généraux qu'il veut même étendre à l'ensemble des communautés francophones en milieu minoritaire à l'échelle du Canada. Il n'est pas sûr qu'un projet de cette envergure soit possible compte tenu des responsabilités provinciales indépendantes dans le secteur de l'éducation. Pour l'instant, c'est la francophonie albertaine qui semble la plus menacée…

L'appel au dialogue aux membres de la communauté francophone continue de plus belle, dialogue qui doit déboucher sur des actions concrètes, non seulement pour contrer les politiques et actes d'un gouvernement réfractaire au respect de nos droits de minorité nationale, mais surtout pour mieux réfléchir et définir collectivement les besoins réels de notre communauté francophone plurielle en nous projetant vers l'avenir. S'il y en a déjà quelques-uns.es à demander des États généraux, cela suppose que bien d'autres appuient le projet. Il est temps que les institutions par la voix de leurs leaders manifestent leur position, incités comme ils devraient l'être par le fait que la dernière consultation étendue à toute la communauté remonte à 1977.

Marc Arnal a été doyen du Campus Saint-Jean ainsi que président de l'Association canadienne française de l'Alberta. Photo d'archives.

MARC ARNAL - PAUL DUBÉ

> "AINSI, LE SIGNIFIÉ PRINCIPAL QUI SE DÉGAGE DU TEXTE DE LÉGER DÉNOTANT UNE OPPOSITION SE SITUE DANS LA FORME PUISQUE SUR LE FOND LES AUTEURS SE REJOIGNENT..."

GLOSSAIRE

IMPLICITEMENT Qui n'a pas été énoncé clairement, mais est là de façon logique

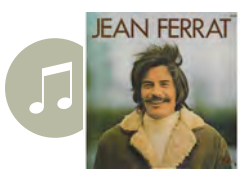
> "POUR L'INSTANT, C'EST LA FRANCOPHONIE ALBERTAINE QUI SEMBLE LA PLUS MENACÉE..."

Vous pouvez retrouver tous les textes à ce sujet dans la rubrique **Opinion** de notre site https://lefranco.ab.ca

SUGGESTION CULTURELLE DU FRANCO!

Les suggestions de cette semaine sont proposées par **Joris Desmares-Decaux,** président et fondateur d'Edmonton Fusion FC

« Le Edmonton Fusion FC est une famille qui s'agrandit autour de notre amour commun du soccer. Le club est ouvert à tous ceux qui ont la passion de s'améliorer, de se dépasser et réaliser leurs ambitions. »



• ***"La Montagne"*** de Jean Ferrat

Quand vous quittez votre terre natale, vos racines finissent par vous rappeler.

• ***Les Fourmis,*** Bernard Werber

Roman « philosophie fiction » de Bernard Werber qui met en lumière cet insecte qu'on ignore souvent, avec l'humain.

• ***La Grande Vadrouille,*** Gérard Oury

Ce film nous plonge de façon décalée dans la France occupée.

PARTAGEZ-NOUS VOS SUGGESTIONS À RÉDACTION@LEFRANCO.AB.CA

L'école est située dans le centre communautaire de Bellevue. Crédit : Courtoisie.

LA 15E ÉCOLE DE FRANCOSUD EST INAUGURÉE

Le 1er septembre 2021 marque non seulement la rentrée scolaire, mais également l'inauguration de la 15e école du **Conseil scolaire FrancoSud**. Installée dans le centre communautaire de Bellevue, les enfants de la maternelle à la sixième année ont désormais accès à une éducation francophone dans le sud-ouest de la province.

IJL - FRANCO.PRESSE - LE FRANCO

« Excitation» est le mot qu'emploient Maggie Tremblay, l'enseignante de l'école, ainsi que Mireille Cloutier, la directrice, pour exprimer leur émotion quant à l'ouverture de l'institution scolaire. «Je suis très fière de pouvoir travailler à la préservation de la culture francophone dans la province», s'exclame Maggie Tremblay.

Antoine Bégin, coordonnateur des communications du Conseil scolaire FrancoSud, quant à lui, relate la joie du conseil scolaire d'avoir trouvé un établissement qui comble les besoins de ses élèves. Étant une ancienne école, le centre communautaire de Bellevue a notamment à sa disposition, une cour et un gymnase.

«Nous n'avions aucune école dans le sud-ouest de l'Alberta», ajoute Antoine Bégin. Ce nouvel établissement scolaire va permettre de desservir les municipalités de Pincher Creek, de Lundbreck, du Crowsnest Pass ainsi que les villes voisines.

Dans les prochaines semaines, les parents et la communauté auront le mandat de choisir le nom de l'école ainsi que sa vocation. Autrement dit, ils décideront si elle sera publique ou catholique.

Au moment d'écrire ces lignes, le Conseil scolaire FrancoSud a confirmé à la rédaction l'inscription de 10 élèves. Antoine Bégin note que «les parents peuvent inscrire leur enfant jusqu'à la dernière minute», alors le nombre d'inscriptions peut encore augmenter.

LES BIENFAITS APPORTÉS À LA COMMUNAUTÉ

De par son expérience passée puisqu'elle a pris part à l'ouverture de l'école La Vérendrye à Lethbridge, Mireille Cloutier évoque que ce nouvel établissement scolaire va permettre à la communauté francophone de se développer. «À long terme, l'école va attirer d'autres francophones au sud de la province.»

Parallèlement, la directrice soulève que l'éducation en français va apporter «un côté plus pluraliste dans la vie des communautés anglophones». Pour ce faire, elle compte notamment les intégrer à leurs activités scolaires. Elle donne l'exemple de Lethbridge en se souvenant qu'à chaque temps des fêtes, les élèves et le personnel d'école allaient chanter des chants de Noël en français à l'hôpital.

> POUR LE PARENT FRANCOPHONE QUI N'A PAS PRATIQUÉ SON FRANÇAIS DEPUIS UN CERTAIN TEMP, IL VA RECOMMENCER À PARLER ET À VIVRE EN FRANÇAIS AVEC SES ENFANTS."
> Mireille Cloutier

De plus, elle souligne que les jeunes fréquentant l'école francophone vont rapporter la langue à la maison. «Pour le parent francophone qui n'a pas pratiqué son français depuis un certain temp, il va recommencer à parler et à vivre en français avec ses enfants.»

GABRIELLE BEAUPRÉ
JOURNALISTE

LA CONCRÉTISATION D'UN TRAVAIL ACHARNÉ

L'inauguration de cette école est la concrétisation de démarches politiques d'un groupe de parents qui a débuté en 2019. Aujourd'hui, le ruban est coupé et les deux femmes sont prêtes à faire croître leur amour de la langue française dans le sud-ouest de l'Alberta.

Bien qu'elles soient conscientes que les élèves n'auront pas le même niveau de français et qu'elles devront faire leur place, elles se savent très bien appuyées par leur conseil scolaire.

Une troisième personne va se joindre à leur équipe. Celle-ci agira à titre de secrétaire et d'aide aux élèves. Antoine Bégin enchérit, «ces jeunes auront également accès au personnel de soutien et d'inclusion de Francosud, aux moniteurs de langues, à des professionnels de la santé ainsi qu'aux membres de l'équipe du Programme Projet Appartenance en santé mentale».

«J'invite tous les parents qui vont entendre parler de l'école à s'informer et à nous rendre visite», conclut Mireille Cloutier, avec enthousiasme.

GLOSSAIRE

COUR
Un espace extérieur où jouent les enfants

Antoine Bégin, «on a hâte de faire croître cette école». Crédit : Courtoisie.

Mireille Cloutier, «pouvoir offrir des services en français aux francophones en milieu minoritaire est quelque chose de fantastique». Crédit : Courtoisie.

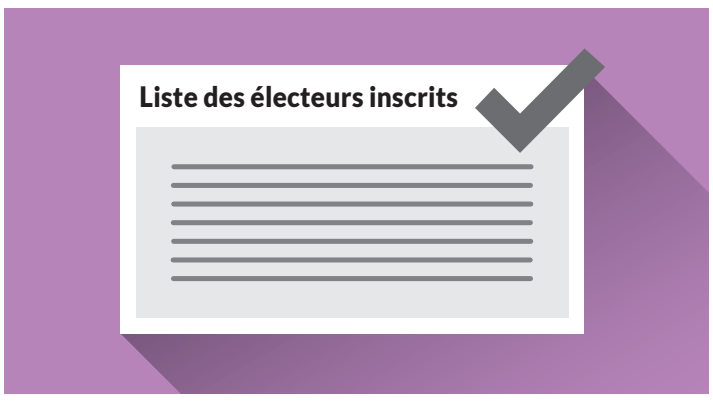
Le gymnase où les jeunes vont pouvoir bouger. Crédit : Courtoisie.

ÉLECTION FÉDÉRALE / LE LUNDI 20 SEPTEMBRE

#CestNotreVote

Assurez-vous d'être inscrit pour voter

Vous votez pour la première fois? Vous venez de déménager?
Vérifiez ou mettez à jour vos renseignements.



Surveillez l'arrivée par la poste de votre carte d'information de l'électeur

Elle vous indique où et quand voter.

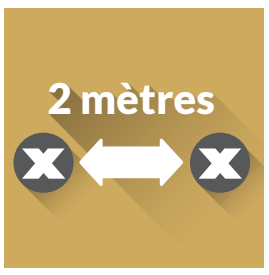
Communiquez avec Élections Canada si votre carte d'information de l'électeur :

- contient des erreurs
- n'est pas encore arrivée le 10 septembre

Votre santé et votre sécurité sont notre priorité.

À votre bureau de vote, les préposés au scrutin porteront un masque.
Il y aura aussi :

Du désinfectant pour les mains

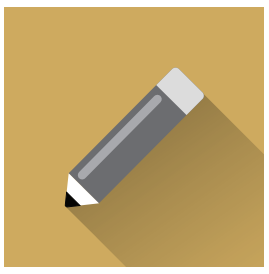


Des repères clairs pour la distanciation physique

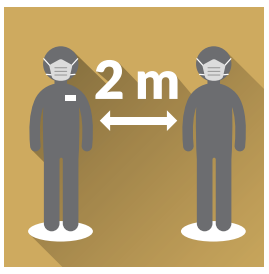
Un seul préposé au scrutin par table derrière un écran de plexiglas

Lorsque vous allez voter :

Portez un masque



Vous recevrez un crayon à usage unique pour marquer votre bulletin de vote. Vous pouvez aussi apporter votre stylo ou crayon



Respectez la distanciation physique : tenez-vous à au moins deux mètres des autres personnes

Si vous avez obtenu un résultat positif, avez des symptômes de COVID-19 ou avez été en contact avec une personne infectée, ***visitez elections.ca pour présenter une demande de vote par la poste.***
Vous avez jusqu'au mardi 14 septembre, 18 h, pour faire votre demande.

C'est notre vote

Soyez prudent. Votez en sécurité.

Visitez elections.ca pour l'information officielle sur le vote et les mesures de santé et de sécurité en place

1-800-463-6868 / **elections.ca** / ATS 1-800-361-8935

Élections Canada

LA RÈGLE DE ~~GRAND-MÈRE~~ GRAMMAIRE

À choisir, **«continuer de»** ou **«continuer à».**

Si l'on en croit la litterature les deux formes n'auraient pas le même sens.

L'homme à la terrasse du café **continue de** boire malgrès sa cyrose du foie. L'action est une habitude que l'on ne cesse jamais de faire.

L'homme à la terrasse du café **continue à** boire son verre de vin malgrès le téléphone qui sonne.

L'action débutée (comme la lettre **a** qui débute l'alphabet), se poursuit ponctuellement et se termine.

REVENONS À NOS MOUTONS

L'expression **revenons à nos moutons** veut dire revenir au sujet principal de la conversation.

Ex: *Quel plaisir d'entendre que ta fin de semaine s'est bien passée, mais nous sommes lundi. Pouvons-nous revenir à nos moutons et notre réunion hebdomadaire ?*

L'origine viendrait d'une comédie du XVe siècle, La farce de maître Pathelin où un personnage se fait voler des moutons et des draps. Lorsqu'il s'explique devant le juge, il se perd dans la manière de raconter les choses. Le juge un peu perdu lui dit : "Revenons aux moutons, vous parlerez des draps après...".

FÉDÉRAL

ÉDUCATION

En tant qu'étudiante et présidente de l'Association des Universitaires de la Faculté Saint-Jean (AUFSJ), Jeanne Joannie Fogue Mgamgne, la présidente de l'AUFSJ, voit cette annonce comme «une victoire». Crédit : Courtoisie

LA CAMPAGNE *#SAUVONSSAINTJEAN*: OTTAWA TENTE DE PROVOQUER EDMONTON

Sous-financement chronique, compressions budgétaires du gouvernement provincial et gestion de la pandémie de Covid-19, le **Campus Saint-Jean (CSJ)** souffre depuis plusieurs mois. Devant ces difficultés, Ottawa accorde un financement additionnel majeur. Un moyen d'aider le Campus Saint-Jean, mais aussi de provoquer le gouvernement de l'Alberta.

IJL - FRANCO.PRESSE - LE FRANCO

En effet, alors que l'éducation est de compétence provinciale, les coûts engendrés par les établissements postsecondaires peuvent être partagés entre les deux paliers gouvernementaux.

C'est ainsi que mercredi dernier, la ministre du Développement économique et des Langues officielles, Mélanie Joly, a annoncé que le gouvernement fédéral payera jusqu'à 95% de ces frais pour un an. Un pourcentage revu à la baisse la seconde année (75%).

> NOUS COMPRENONS QUE CE N'EST PAS UNE SOLUTION À LONG TERME. NOUS DEVONS ENCORE REVOIR COMMENT TRAVAILLER AVEC LA PROVINCE."
>
> Jeanne Joannie Fogue Mgamgne

Cet investissement est tiré d'un nouveau budget de 121,3 millions de dollars dédiés aux établissements postsecondaires de langue minoritaire à travers le pays.

Selon la ministre, ce coup de pouce devrait agir comme une pression sur le gouvernement de l'Alberta qui n'a pas utilisé la précédente enveloppe fédérale pour venir en aide au Campus. Résultat : le seul établissement postsecondaire d'expression francophone de la province a dû couper 77 cours l'an dernier.

LES «YEUX RIVÉS SUR UNE SOLUTION À LONG TERME»

MÉLODIE CHAREST
JOURNALISTE

Dans le cadre de sa campagne ***#SauvonsSaintJean,*** l'Association canadienne-française de l'Alberta (ACFA) avait demandé l'aide du gouvernement du Canada. Une demande qui semble avoir été entendue. Dans un communiqué de presse, l'Association se dit heureuse de cet appui, cependant selon ses écrits il s'agit d'une «solution intérimaire». En effet, au terme de ces deux ans, Ottawa retournera à la norme antérieure, soit un partage des coûts qui atteint jusqu'à 50% pour les établissements postsecondaires de langues minoritaires.

Bien que la gestion de la pandémie de Covid-19 soit ciblée comme l'une des causes de la dégradation du financement accordé à l'établissement, son sous-financement est «chronique». C'est d'ailleurs pour cette raison que les membres de l'Association gardent les «yeux rivés sur une solution à long terme».

Elle continue à déplorer l'apathie du gouvernement de Jason Kenney face à la situation instable du CSJ. Sheila Risbud, la présidente de l'ACFA, invite d'ailleurs la province «à faire sa part et à collaborer avec le Campus Saint-Jean afin de déposer un projet structurant pour les trois prochaines années».

AJOUTER LA PERSPECTIVE ÉTUDIANTE

De son côté, la présidente de l'Association des Universitaires de la Faculté Saint-Jean (AUFSJ), Jeanne Joannie Fogue Mgamgne, affirme que «c'est une victoire pour le Campus Saint-Jean».

Une victoire qui s'est gagnée avec près de trois mois de travail acharné. En effet, depuis le mois de juin, l'AUFSJ et l'ACFA travaillent main dans la main pour relancer la campagne *#SauvonsSaintJean*. «Nous avons fait notre plaidoyer en mettant l'emphase sur le fait que nous ne pouvons pas avoir accès à ces fonds [d'Ottawa], si le fédéral ne met pas de pression sur la province pour nous donner l'argent», insiste Jeanne Joannie Fogue Mgamgne.

GLOSSAIRE

APATHIE
Indifférence habituelle, sans réaction.

De la même manière que ceux de l'ACFA, les membres de l'association étudiante de la faculté ne sont pas pas aveuglés par l'enthousiasme provoqué par cette annonce. Il reste du travail à faire : «Nous comprenons que ce n'est pas une solution à long terme. Nous devons encore revoir comment travailler avec la province».

La campagne ***#SauvonsSaintJean*** continue, mais la réalité et la situation financière des étudiantes et des étudiants auront davantage de place dans les futurs débats et discussions.

PROVINCIAL

ÉDUCATION

CURRICULUM ALBERTAIN EN FRANÇAIS : DES ANGLOPHONES JOIGNENT LEUR VOIX À LA CONTESTATION

BRÈVE

Depuis la publication de l'ébauche du nouveau curriculum albertain, le 29 mars dernier, la rétroaction des Albertains pleut sur le premier ministre Jason Kenney et la ministre de l'Éducation Adriana LaGrange.

En vertu de la Loi sur l'accès à l'information, Le Franco a mis la main sur tous les courriels envoyés au début du mois d'avril où les mots «francophone» et «français» sont mentionnés.

GABRIELLE BEAUPRÉ
JOURNALISTE

Des parents et des enseignants de partout, francophones et anglophones, soulignent l'absence de perspective francophone dans le document proposé et le manque de représentation de la francophonie albertaine.

Les courriels consultés par Le Franco soulèvent le manque d'expertise francophone quant à la conception de l'ébauche et dénoncent le grand taux de mémorisation demandé. Certains le comparent au curriculum réalisé par le Nouveau Parti démocratique de l'Alberta qu'ils trouvaient à la fois précis, concret et inclusif.

La députée de Grande Prairie, Tracy Allard, a transmis une lettre à la ministre de l'Éducation Adriana LaGrange le 13 août dernier pour dénoncer le projet de réforme. Elle s'inquiète de sa mise en œuvre et souligne qu'il ne répond pas aux attentes des Albertains. C'était la première fois qu'une élue conservatrice s'exprimait publiquement contre le curriculum.

Adriana LaGrange, ministre de l'Éducation.
Crédit : Courtoisie

Le gouvernement albertain souhaite toujours aller de l'avant avec la modification du curriculum d'éducation primaire, une fois les consultations en cours terminées.

GLOSSAIRE

DÉNONCER
Critiquer ou condamner publiquement

MD
McCuaig Desrochers LLP
Barristers Solicitors Avocats

**Notre Expérience.
Votre Avantage.**

Nous exerçons dans plusieurs domaines de droit y compris le droit de l'emploi, litiges de succession/testaments et droit immobilier.

Pierre C. Desrochers, c.r. • C. Vincent Kurata • Justin E. Kingston • Céline G. Bégin • Patrick W. Coones

1801 TD Tower, 10088 - 102 Avenue, Edmonton, AB T5J 2Z1
T 780.426.4660 **F** 780 426.0982
www.mccuaig.com

AVIS DU JOUR DE DÉCLARATION DE CANDIDATURES
Local Authorities Election Act (Article 26)

Conseil scolaire Centre-Nord

**Région scolaire francophone du Centre-Nord,
Province de l'Alberta**

Avis est donné par la présente que le jour de candidatures est fixé au **20 septembre 2021** et que les noms des candidats à élire aux postes suivants pourront **être soumis au Bureau central** du Conseil scolaire Centre-Nord au cours de la période commençant le 1er janvier 2021 et **se terminant à midi** le jour de déclaration des candidatures.

Postes	Nombre de postes vacants	Subdivision électorale
Conseiller catholique (séparé)	2	Edmonton (1)
Conseiller public	2	Edmonton (1)
Conseiller catholique (séparé)	1	Extérieur d'Edmonton (2)
Conseiller public	1	Extérieur d'Edmonton (2)

Adresse du Bureau central du Conseil scolaire Centre-Nord :

Bureau 322, 8627 91 rue NO
Edmonton, Alberta, T6C 3N1

Pour plus d'informations : https://centrenord.ab.ca/elections

JE M'ABONNE / J'OFFRE LE FRANCO

1 Je choisis l'abonnement papier de 24 numéros à **48$ / an.** ☐
Merci de m'envoyer en plus la version PDF gratuitement pendant 1 an ☐

2 Je choisis l'abonnement numérique uniquement à **24$ / an.** ☐

NOM

ADRESSE

VILLE PROVINCE CODE POSTAL

TÉLÉPHONE

COURRIEL

À renvoyer accompagné de votre réglement par chèque à :

Le Franco
Pavillon II, Suite 303
8627, Rue Marie-Anne Gaboury (91 St) NW, Edmonton,
AB T6C 3N1

Ou pour plus de facilité, payez par carte bancaire en vous connectant sur notre site WEB lefranco.ab.ca/abonnement

Des questions?
reception@lefranco.ab.ca

ASSEMBLÉE ANNUELLE DE L'AJEFA

AJEFA Association des juristes d'expression française de l'Alberta

DROIT AU CŒUR DE LA COMMUNAUTÉ

VENDREDI 24 SEPTEMBRE 2021
LA CITÉ FRANCOPHONE (EDMONTON)
En présentiel

13 h Ateliers droit autochtone et français juridique*

15 h 30 Panel sur les procès virtuels*

17 h Assemblée générale annuelle*

18 h Cocktail et banquet

CONFÉRENCIER
L'honorable Russell Brown, juge à la Cour Suprême du Canada

** Accessible aussi par visioconférence*

FORMATEURS, PANÉLISTES ET INVITÉS SPÉCIAUX

Me Donald Legal

Me Rénald Rémillard

Me Julie Laliberté

Juge Anna Loparco

Me Moira Vane

M. Jean-Jacques Beauchamp

Hon. Kaycee Madu

MERCI AUX COMMANDITAIRES DU BANQUET

CDEA conseil de développement économique de l'alberta

KONICA MINOLTA

ASSELIN Pierre G. Asselin Professional Corporation

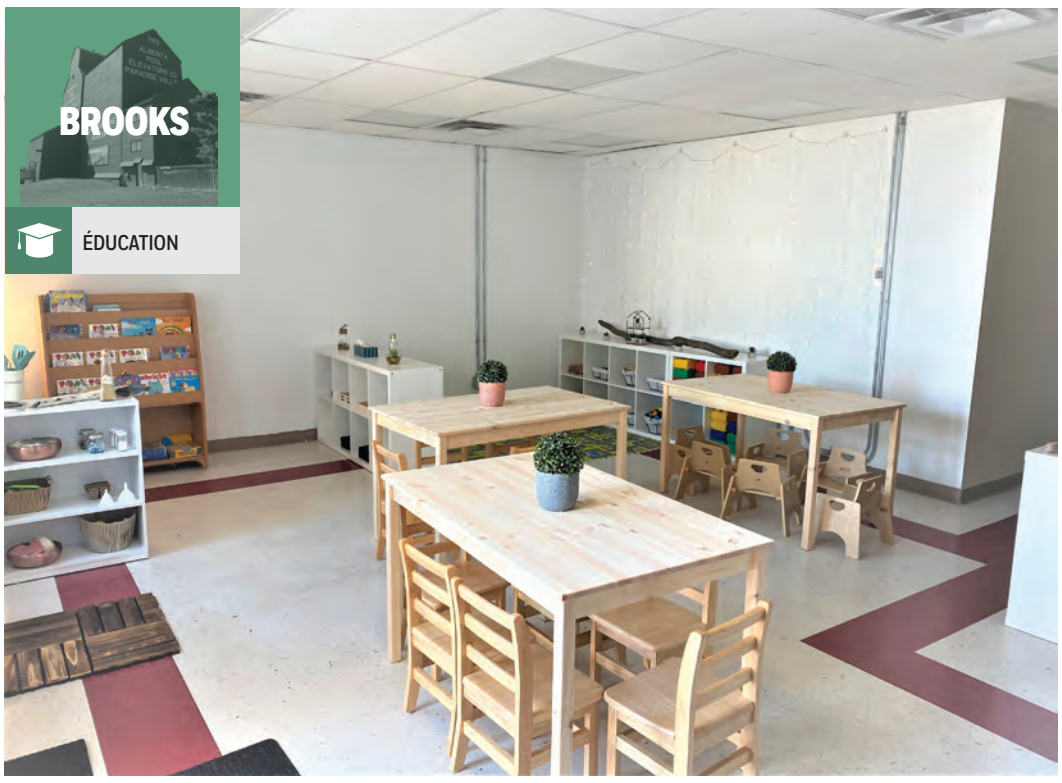
McCuaig Desrochers LLP Barristers Solicitors Avocats

Calgary Family Law CFLA Associates

Parlee McLaws LLP

Bergeron & Co.

BILLETS EN VENTE JUSQU'AU 9 SEPTEMBRE ET À PRIX RÉDUIT AVANT LE 3 SEPTEMBRE À WWW.AJEFA.CA



L'aménagement de la nouvelle garderie baptisée Les Petits Trésors. Crédit : Courtoisie

LA GARDERIE FRANCOPHONE DE BROOKS OUVRE SES PORTES

Le 13 septembre va marquer un nouveau chapitre pour la ville de Brooks : l'ouverture de sa première garderie francophone. Avec une capacité d'accueil de 16 places, elle est située dans un établissement temporaire pour la prochaine année et déménagera dans la nouvelle construction de l'École Le Ruisseau en 2022.

IJL - FRANCO.PRESSE - LE FRANCO

Pour Mélanie Meyer, présidente de la Société de parents de l'École Le Ruisseau à Brooks, ce projet n'aurait pas été possible sans l'aide de la Fédération des parents francophones de l'Alberta (FPFA).

Ensemble, ils ont rédigé la demande de financement au gouvernement pour obtenir la garderie. Lorsque la bourse de 25 300$ du gouvernement de l'Alberta leur a été octroyée, un local a été trouvé de pairs par les deux organismes.

Aujourd'hui, leur collaboration continue puisque la FPFA va leur donner un coup de main dans la gestion de celle-ci. «On est présent notamment pour aider la Société des parents pour notamment recruter les enfants, explique Valérie Deschênes, directrice adjointe aux services de garde, mais c'est à eux que la garderie appartient et qui vont prendre les décisions».

GABRIELLE BEAUPRÉ
JOURNALISTE

> “ILS VONT POUVOIR APPRENDRE ET PRATIQUER LEUR FRANÇAIS TEMPS PLEIN.”
> Valérie Deschênes

PLACE AU FRANÇAIS

Les deux femmes se disent très contentes de l'ouverture de la garderie puisqu'elle va permettre aux enfants de bas âge de baigner dans la francophonie. Valérie Deschênes martèle: «Ils vont pouvoir apprendre et pratiquer leur français temps plein».

La présidente de la Société de parents de l'École Le Ruisseau est aussi enthousiaste. Selon elle, les jeunes ayant fréquenté la garderie francophone vont avoir une longueur d'avance lorsqu'ils commenceront leur parcours scolaire dans la francophonie. «Ils vont avoir du vocabulaire et comprendront les consignes [donnés par les enseignants notamment]».

Appelée Les Petits Trésors, la garderie reprend le nom de la prématernelle qui, quant à elle, est transférée de l'École Le Ruisseau au même endroit que le nouveau jardin d'enfants.

GLOSSAIRE
CONSIGNES
Des instructions formelles.

UN HÉRITAGE FRANCOPHONE

Mélanie Meyer aurait elle-même adoré bénéficier du service de garderie francophone lorsque ses enfants étaient à l'âge préscolaire. Native de la province de Québec, elle a à cœur sa langue maternelle.

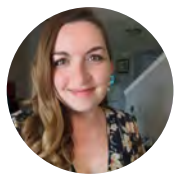
Cependant, comme la garderie francophone n'existait pas encore à Brooks, son alternative a été d'inscrire ses enfants dans un jardin d'enfants anglophone. En la côtoyant, elle se rappelle: «Ils ne voulaient plus parler en français».

Sa solution pour contrer cette problématique a été de les envoyer à la prématernelle à l'âge de trois ans. «Ils étaient encore petits, mais je voulais qu'ils y aillent parce que je voulais qu'ils parlent français».

Au moment d'écrire ces lignes, la garderie a reçu cinq inscriptions. Valérie Deschênes indique qu'aucune publicité n'a été faite pour le moment puisque leur concentration s'est portée aux préparatifs de l'ouverture. Elle affirme: «Nous allons prendre les inscriptions tout au long de l'année jusqu'à ce que la capacité soit pleine».

Les derniers préparatifs de la garderie réalisée par les membres de la Société de parents de l'École Le Ruisseau à Brooks. Crédit : Courtoisie

LES TWEETS DE LA SEMAINE



Tanya Saumure
@TanyaSaumure

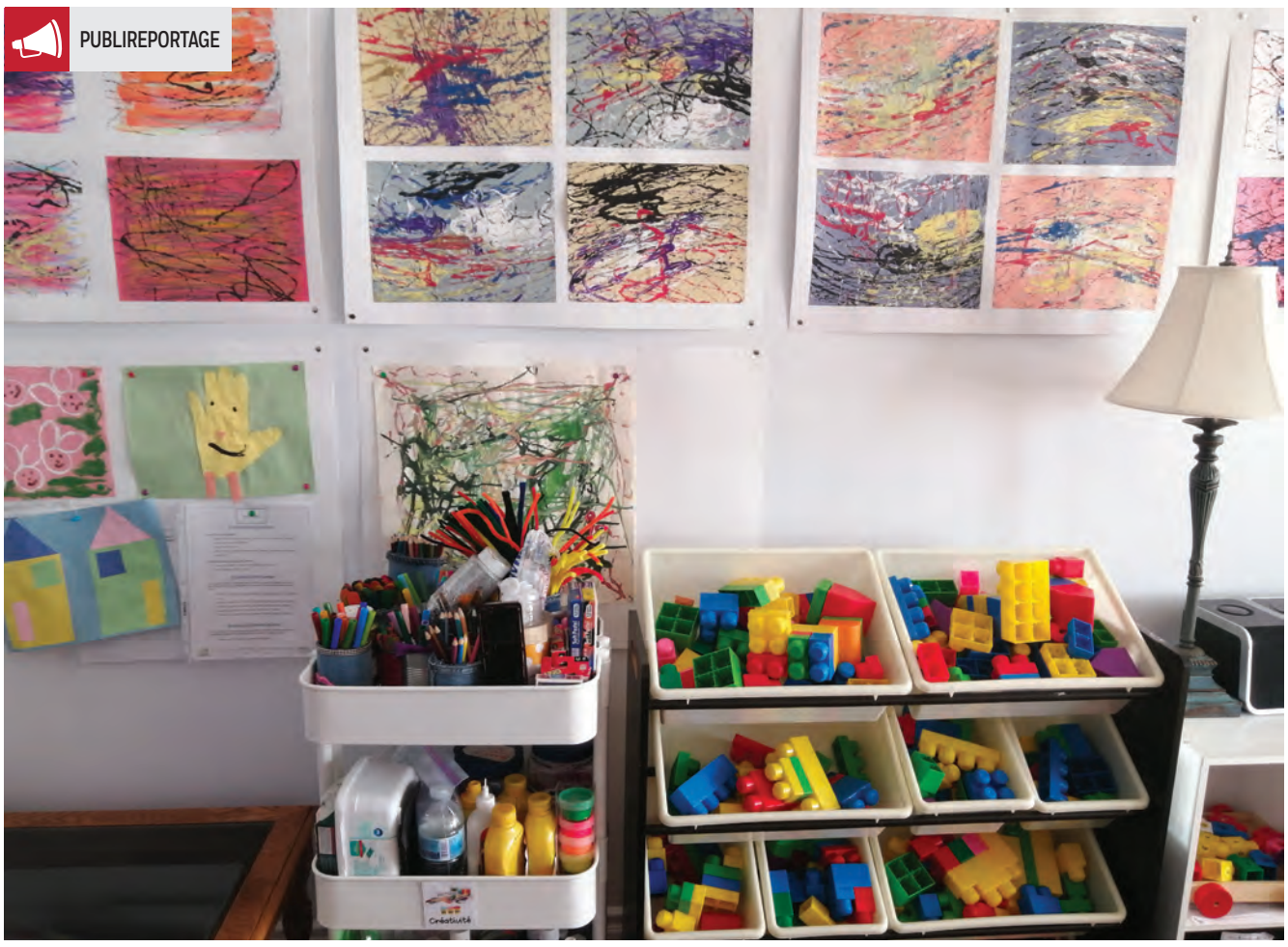
Salut la #frab. Juste une petite pensée en ce beau mardi ensoleillé pour vous dire que je vous aime ! Bonne journée !

Le Journal de Montréal
@JdeMontreal

Des nouvelles accessibles et complètes : sports, politique, spectacles, argent et judiciaire. Soyez toujours bien informé avec le Journal de Montréal.

L'avenir du campus Saint-Jean de l'Université de l'Alberta est en péril depuis que le gouvernement Kenney a annoncé d'importantes compressions en éducation supérieure. (@PatBellerose) - #JDM

PUBLIREPORTAGE



De nombreux espaces sont à la disposition des enfants pour leur développement. Crédit : Courtoisie

LA MAISON DES ENFANTS, UN LIEU OÙ L'ON GRANDIT EN FRANÇAIS

«Les enfants sont un don de Dieu», déclare avec amour **Caroline Kuissu Nsili**, la fondatrice et directrice de la Maison des enfants. Cette Camerounaise d'origine s'est installée à Edmonton en 2016. Aujourd'hui, l'entrepreneure vit de sa passion pour les enfants.

Sa garderie chrétienne en milieu familial francophone a ouvert ses portes en juillet 2020 dans le nord d'Edmonton. «Des débuts très difficiles», souligne-t-elle. Mais aujourd'hui, elle a retrouvé le sourire. «Pendant 5 mois je n'ai pas pû travailler à cause de la pandémie, mais dès le mois de janvier de cette année les choses ont évolué».

Souriante et enthousiaste, elle peut aujourd'hui accueillir douze enfants, de 12 mois à 5 ans dans sa grande maison. «Nous avons deux étages dédiés aux enfants, alors j'ai aussi fait appel à une éducatrice francophone pour me seconder».

DE L'AMOUR AVANT TOUT

Caroline Kuissu Nsili souligne que son établissement accueille toutes les composantes religieuses. Chrétienne, cette «maman et grand-maman» insiste sur la diversité culturelle et religieuse qu'elle aime voir dans son établissement.

Elle aime apprendre aux enfants qu'elle garde que «le monde est beau, que l'on doit manifester de l'amour envers son prochain». Elle espère ainsi inculquer des valeurs humaines.

«Il nous faut apprendre à vivre ensemble. Accepter les différences tout en développant son estime de soi», explique-t-elle. Humble, elle souhaite que ces jeunes acquièrent des habiletés sociales essentielles pour vivre en harmonie dans notre société.

> "IL NOUS FAUT APPRENDRE À VIVRE ENSEMBLE. ACCEPTER LES DIFFÉRENCES TOUT EN DÉVELOPPANT SON ESTIME DE SOI."
> Caroline Kuissu Nsili

ARNAUD BARBET
PUBLIREPORTAGE
CDÉA

GLOSSAIRE

REMÉDIER
Apporter une solution

UNE VOCATION, UNE PASSION, ET DES DIPLÔMES

Depuis toujours, Caroline Kuissu Nsili voue une passion pour les enfants sans savoir vraiment à quel moment celle-ci est née, «au fil des années, depuis toujours».

«Les enfants sont attirés par moi, je suis attiré par eux. La communication passe très vite et très bien entre nous», s'amuse-t-elle. Elle se remémore ses jeunes années, «dans les centres de petites enfances, j'étais toujours disponible à m'occuper d'eux, dans le cadre du bénévolat.»

LA FRANCOPHONIE AU CŒUR DE SA PETITE ENTREPRISE

La Maison des enfants est francophone. Une caractéristique essentielle pour Caroline Kuissu Nsili. «C'est d'abord la langue dans laquelle je suis le plus à l'aise», explique-t-elle, tout en ajoutant la nécessité d'un tel service.

«Un grand nombre de parents francophones ne trouvent pas de garderie francophone !». Une situation qu'elle trouve difficile et à laquelle elle essaie de remédier. «Le Canada est bilingue. Même en Alberta nous avons le droit d'offrir à nos enfants la possibilité de s'exprimer en français».

Elle souhaite finalement remercier grandement Cécilia Adou qui l'a encouragé à développer ce projet».

Caroline Kuissu Nsili, la fondatrice et directrice de la Maison des enfants. Crédit : Courtoisie

GARDERIE CHRETIENNE MAISON DES ENFANTS

Logo. Crédit : Courtoisie

POUR TOUTES INFORMATIONS SUR LA MAISON DES ENFANTS :

WWW.GCMDE.COM
GCHR.MDE2020@GMAIL.COM

LA MAISON DES ENFANTS
15004 88E RUE NO
EDMONTON AB
TÉL. 780 607 4410

La cheffe de poste du Bureau du Québec à Toronto, Catherine Tadros. Crédit : Courtoisie

Julie Fafard rejoint le Bureau du Québec à Toronto en tant qu'attachée Économique à Calgary. Crédit : Courtoisie

LE QUÉBEC À LA RECHERCHE DE NOUVEAUX MARCHÉS EN ALBERTA

Les échanges de biens et de services entre le Québec et l'Alberta représentent près de 20 milliards de dollars chaque année, un jeu duquel la belle province dégage un important surplus commercial. Pour stimuler ces échanges, la ministre québécoise responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne, **Sonia Lebel**, annonce la création d'une antenne à Calgary du Bureau Économique du Québec à Toronto.

IJL - FRANCO.PRESSE - LE FRANCO

Aux commandes de ce nouveau point de service sous l'égide d'Investissement Québec, un nom qui résonne dans toute la francophonie albertaine : Julie Fafard. La cheffe de poste du Bureau du Québec à Toronto, Catherine Tadros en est persuadée, «on a trouvé la perle rare pour nous représenter dans la capitale économique albertaine».

Parmi les prérequis pour obtenir le poste d'attachée économique à Calgary, il fallait «quelqu'un qui connaît extrêmement bien le marché local, qui a un bon réseau et qui peut faire du développement et de l'accompagnement d'entreprises», explique Catherine Tadros.

Un profil de poste «tout à fait adapté à celle qui fut pendant onze ans la directrice du développement touristique et entrepreneuriat au Conseil de développement économique de l'Alberta (CDÉA)». «Julie Fafard est capable de s'adapter aux différents secteurs économiques albertains», explique la cheffe de poste du Bureau du Québec à Toronto.

> "ON A TROUVÉ LA PERLE RARE POUR NOUS REPRÉSENTER DANS LA CAPITALE ÉCONOMIQUE ALBERTAINE."
> Catherine Tadros

UNE ÉQUIPE ET DES PARTENAIRES

Julie Fafard pourra notamment s'appuyer sur l'expérience de ses collègues installées à Vancouver pour remplir ses futurs mandats. «Elle devra aider les entreprises du Québec à tisser des liens avec les entreprises albertaines, de futurs clients et des partenaires, en Alberta, mais aussi dans l'Ouest canadien».

ARNAUD BARBET
JOURNALISTE

Lorsque la rédaction évoque le CDÉA et son rôle important auprès des entrepreneurs, Mme Tadros se veut rassurante. «Nous n'avons pas les mêmes mandats et nous travaillons déjà en pleine collaboration avec l'organisme».

Car, si le CDÉA accompagne des entrepreneurs francophones albertains, le Bureau du Québec à Toronto accompagne et facilite l'implantation d'entreprises québécoises sur le sol albertain. Elle ajoute, enthousiaste, «on est aussi à l'écoute des besoins des organismes francophones en milieu minoritaire, de l'économie francophone, c'est un travail gagnant-gagnant. On ne se pile pas sur les pieds !»

On peut d'ailleurs citer deux exemples d'entreprise qui a pu bénéficier des services du Bureau du Québec à Toronto. L'usine Enerkem d'Edmonton, qui depuis 2014 effectue la conversion des déchets non recyclable, non compostable en biocarburants, et l'entreprise Pesca environnement, spécialisé comme son nom l'indique dans l'impact environnemental des industries.

LE COMMERCE INTERPROVINCIAL EN LIGNE DE MIRE

«Encore plus aujourd'hui, avec la pandémie et ses effets sur le commerce international, le Québec se doit d'enrichir le tissu économique des provinces», déclare Mme Tadros. Elle souligne les conséquences de la pandémie, les difficultés d'approvisionnement auprès des grandes nations commerciales comme la Chine et les États-Unis pour y voir une opportunité du Québec.

«Julie Fafard sera nos yeux et nos oreilles en Alberta, notamment dans les domaines des énergies et des nouvelles technologies», dit-elle, tout en insistant sur la diversité économique dont a besoin l'Alberta aujourd'hui.

Elle souligne d'ailleurs la nécessité de ce bureau albertain pour un marché très différent de celui de la Colombie-Britannique. «Vancouver et Calgary sont deux marchés très différents, mais nous espérons faciliter le maillage, pour accentuer ce commerce interprovincial si important». Aujourd'hui, il représente 40% des ventes hors de Québec pour 80 milliards de dollars.

«Dans la globalité, nous travaillons avec 300 entreprises par année», ajoute-t-elle. Un chiffre qu'elle espère voir augmenter avec cette antenne à Calgary et la présence de Julie Fafard. «L'Alberta achète annuellement 4 milliards de marchandises au Québec. Le Québec, 5 à l'Alberta. Nous devons donc faire mousser nos ventes et diversifier nos produits», conclut-elle. «Un défi particulier», reconnaît-elle, pour les équipes économiques déployées dans l'Ouest canadien.

GLOSSAIRE

TISSER
Créer et établir des relations

Source : Statistique Canada (2017)

LES 5 BIENS QUÉBÉCOIS LES PLUS IMPORTÉS EN ALBERTA

Principaux biens	Valeur (M$ CA)	Part des exportations à destination de l'Alberta (%)
1. Cigarettes, cigares, tabac à chiquer et à fumer	363,1	8,6
2. Autre matériel de transport et pièces connexes	359,0	8,5
3. Lait de consommation et produits de lait transformés	229,1	5,4
4. Fromage et produits du fromage	226,5	5,3
5. Matériaux pour bâtiments et pour la construction en plastique et en mousse	144,7	3,4

Gouvernement du Canada Government of Canada

INVITATION À SOUMETTRE UNE EXPRESSION D'INTÉRÊT CONCERNANT LA DISPONIBILITÉ DE LOCAUX À LOUER À CANMORE (ALBERTA) NUMÉRO DE DOSSIER : 81001609

Services publics et Approvisionnement Canada invite toutes les parties intéressées à soumettre une réponse, au plus tard le 17 septembre 2021, concernant la disponibilité de locaux à bureaux à louer dans des immeubles à Canmore, pour un bail de sept ans débutant le ou vers le 1er octobre 2023.

Pour voir la version intégrale de cette invitation et y répondre, veuillez consulter le www.achatsetventes.gc.ca/biens-et-services/location-de-biens-immobiliers ou communiquer avec Angela Lee au 780-271-8967 ou à angela.lee@tpsgc-pwgsc.gc.ca.

Canada

Dr. Samuel Dutil
Dentiste Généraliste

J'aime prendre le temps de communiquer pour vous aider à maintenir votre santé dentaire. C'est l`occasion pour toute la famille de parler en français.

ACADEMY DENTAL

(780) 423-1869

academydental.ca

10070 105 st.NW
Edmonton

Traitements de canal
Cosmétique
Couronnes et ponts
Extractions de dents de sagesse
Implants et Greffes osseuses
Urgences
Plaque Occlusale
Nettoyage
Botox
Douleur orofaciale
Orthodontie interceptive
Prévention de fêlures

Suivez nous:

Stationnement Fourni

Émilie Guilbeault-Cayer, historienne et co-directrice du recueil *De racines et de mots : Persistance des langues en Amériques du Nord.* Crédit : Nordik Photographies.

Richard Migneault, homme de lettres et co-directeur du recueil *De racines et de mots : Persistance des langues en Amériques du Nord.* Crédit : Maxyme G. Delisle.

Que ce soit concernant le contenu ou le contenant du recueil, Richard Migneault promet des surprises aux lecteurs : «Les personnages qui sont dessinés sur la couverture et sur la quatrième de couverture sont tous des personnages qui sont dans le livre». Crédit : Mélodie Charest.

PROVINCIAL

LITTÉRATURE

RACONTER L'HISTOIRE, UNE HISTOIRE À LA FOIS

«Comment [la langue] fait-elle pour vivre? Comment fait-elle pour s'intégrer à la culture? ». Ce sont des questions qui ont hanté **Richard Migneault** et **Émilie Guilbeault-Cayer**. Avec la collaboration d'une dizaine d'auteurs et de scientifiques, de partout en Amériques du Nord, ils ont publié un recueil de nouvelles De racines et de mots : Persistance des langues en Amérique du Nord.

Richard a fait la rencontre d'une jeune historienne et éditrice, Émilie Guilbeault-Cayer, lors de ses conférences à l'Université de Sherbrooke, au Québec. Bien qu'une différence d'âge les sépare, leurs passions en littérature et en histoire les poussent à additionner «toutes [leurs] folies», comme le dit l'homme de lettres qui a fait ses preuves depuis bien des années. C'est donc d'un hasard que la nouvelle historique a fait son apparition dans le monde des Lettres.

> “ON N'AVAIT PAS D'INTENTION POLITIQUE; ON N'AVAIT MÊME PAS D'INTENTION PÉDAGOGIQUE! MAIS C'EST SÛR QUE LE RECUEIL PEUT SERVIR À AUTRE CHOSE QU'À ÊTRE UN ÉLÉMENT LITTÉRAIRE.”
> Richard Migneault

Cet ovni littéraire est une manière de raconter aux lecteurs «une histoire, mais aussi l'Histoire». Dans le recueil publié aux éditions Septentrion, ce sont treize plumes, tenues autant par des doigts de romanciers que d'historiens et d'ethnographes, qui ont créé des histoires sur des bases historiques solides.

Bien que la création d'un nouveau genre littéraire soit un exploit en soi, il fallait également trouver une thématique pour lui donner une autre dimension. Contemporaine et historique à la fois, la persistance des langues en Amérique du Nord s'est imposée aux deux universitaires québécois. Pour Richard, c'était «une thématique ouverte» qui a motivé les auteurs et titillé la curiosité des lecteurs. Tandis que les créateurs ont apporté leur touche ou réflexion personnelle à l'histoire, les lecteurs ont «[pris] conscience que dans notre Amérique, il y a un paquet de langues qui peinent à survivre!».

Parmi ces parlers résilients, le co-directeur cite plusieurs langues autochtones, mais également le fait français en Alberta. L'historienne et professeure au Campus Saint-Jean, Valérie Lapointe-Gagnon, a d'ailleurs utilisé la généalogie pour écrire sa nouvelle historique. Plamondville relate «l'histoire d'une dame qui a participé à l'invention d'une ville, mais qui est racontée par quelqu'un dont elle est descendante».

GLOSSAIRE

OVNI
Objet volant non identifié ou genre littéraire singulier

UN LIVRE À SAVEUR POLITIQUE?

Du Yukon, au Québec, en n'oubliant pas l'Acadie et l'Alberta, *De racines et de mots : Persistance des langues en Amérique* apparaît comme une cartographie linguistique. Publiée quelques mois avant le Sommet sur le rapprochement des francophonies canadiennes de 2021, la collaboration s'enracine-t-elle dans ce même désir du gouvernement de Belle province de se rapprocher de la francophonie hors Québec?

Questionné sur les intentions de l'œuvre, monsieur Migneault affirme qu'il n'a pas été conçu dans une quelconque intention : «On n'avait pas d'intention politique; on n'avait même pas d'intention pédagogique! Mais c'est sûr que le recueil peut servir à autre chose qu'à être un élément littéraire. On se rend compte qu'il peut servir comme de déclencheur à une leçon historique en classe ou comme analyse sociologique. On peut s'en servir comme une analyse politique».

MÉLODIE CHAREST
JOURNALISTE

LE FRANCO

L'ÉQUIPE

- **SIMON-PIERRE POULIN**
  DIRECTEUR
  DIRECTION@LEFRANCO.AB.CA
- **ÉQUIPE EDITORIALE**
  ARNAUD BARBET
  SARAH THERRIEN
  REDACTION@LEFRANCO.AB.CA
- **VALÉRIANE DUMONT**
  ADJOINTE ADMINISTRATIVE
  ET MARKETING
  RECEPTION@LEFRANCO.AB.CA
- **SARAH THERRIEN**
  GESTIONNAIRE DE COMMUNAUTÉ
  MARKETING@LEFRANCO.AB.CA
- **GABRIELLE BEAUPRÉ**
  JOURNALISTE
  REPORTAGE@LEFRANCO.AB.CA
- **CORRESPONDANTS ET CHRONIQUEURS**
  ÉTIENNE HACHÉ, INES LOMBARDO, MÉLODIE CHAREST, MÉLANIE TREMBLAY, MARC ARNAL, PAUL DUBÉ, MICHELLE HEWITT, MARC POIRIER
- La maquette du journal a été réalisée par **ANDONI ALDASORO ROJAS**
- Le graphisme de cette édition a été réalisé par **MYRIAM ROULEAU**

LE FRANCO est la propriété de l'ACFA. Au niveau national, il est représenté par Lignes Agates Marketing (anne@lignesagates.com I 905 599-2561). Le Franco est imprimé par Central Web, à Edmonton. La reproduction d'un texte ou d'une photo par quelque procédé que ce soit, est strictement interdite sans l'autorisation écrite du journal.

Lettres ouvertes: Le Franco est ouvert à la publication de lettres ouvertes. La rédaction se réserve le droit de limiter la longueur du texte ou de ne pas publier la lettre si le contenu est jugé diffamatoire, injurieux ou discriminatoire.

Annonces: Les clients ont 15 jours après la date de parution pour nous signaler des erreurs. La responsabilité du journal se limitera au montant payé pour la partie de l'annonce qui contient l'erreur, si l'erreur est celle du Franco.

Avis lecteurs: N'hésitez pas à nous faire part de vos commentaires en écrivant à l'adresse reception@lefranco.ab.ca

L'équipe du Franco reconnaît qu'elle exerce ses activités sur les territoires visés par les traités no 4, 6, 7, 8 et 10, des lieux de rencontre traditionnel et la patrie de nombreux peuples autochtones dont les Cris, les Dénés, les Sioux Stoney Nakoda, les Saulteaux, les Ojibwés, les Niitsitapi (Pieds-Noirs) et les Métis. Nous prenons acte de leur empreinte sur ce territoire au fil des siècles et de leur rapport spirituel et concret à la terre, source d'un riche patrimoine pour notre vie communautaire.

Alberta Weekly Newspapers Association
Lignes Agates Marketing
réseau presse
FIER MEMBRE
CentralWeb Heatset & Coldset Web Printing

Nous reconnaissons l'appui financier du gouvernement du Canada

Canada

FRANCOPHONIE

Originaire du Congo-Brazzaville, Isidore est venu au Canada pour la première fois en 2005. Crédit : Courtoisie Isidore Guy Makaya

ISIDORE GUY MAKAYA, L'AUTEUR QUI SE LAISSE GUIDER PAR SES RÊVES

Isidore Guy Makaya est Canadien d'origine congolaise. Installé au Canada en 2005 et habitant à Yellowknife depuis 2016, il est aujourd'hui écrivain et poète à la tête de la maison d'édition Présence francophone. C'est son amour pour la langue et sa curiosité d'apprendre sur une variété de sujets qui l'a continuellement guidé dans ses périples sur trois continents.

FRANCOPRESSE

Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'Isidore Guy Makaya est un personnage haut en couleur, jusque dans sa penderie. Vêtu d'une élégante veste jaune soleil à col rouge et d'une casquette style gavroche, il tente de résumer sa vie bien remplie avec un large sourire depuis les Territoires du Nord-Ouest.

Originaire du Congo-Brazzaville, Isidore est venu au Canada pour la première fois en 2005. Mais il est d'abord passé par deux autres parcours d'immigration : l'Espagne, de 2000 à 2005, et la France, de 1992 à 2000.

Marié et père de deux enfants, aujourd'hui âgés de 24 et 26 ans et qui résident toujours en France, il a tout de même décidé de s'envoler vers le Québec. «Mes enfants n'ont jamais voulu venir, explique-t-il. Ils ont voulu rester en France, c'est leur pays.»

Il obtient la résidence permanente en 2005 via un organisme qui employait à l'époque des travailleurs qualifiés, comme lui-même, ailleurs qu'au Canada. Il devient citoyen canadien en 2010.

Arrivé au Québec avec une maîtrise en droit obtenue au Congo et une autre en droit et sciences politiques obtenue à Nancy, en France, Isidore Guy Makaya décroche un premier emploi à Montréal, mais poursuit ses études doctorales en droit international public à Sherbrooke.

VENU AUX TERRITOIRES DU NORD-OUEST APRÈS UN RÊVE

Les études et surtout la stimulation intellectuelle en général sont au cœur de la vie d'Isidore, désormais âgé de 55 ans. La vie ne l'a certes pas épargné, mais elle l'a néanmoins guidée.

En 2013, alors qu'il habite à Montréal depuis plusieurs années, on lui diagnostique un cancer… à tort, car en réalité, il n'en est nullement atteint. Isidore entame ainsi le long et pénible processus des traitements de chimiothérapie pour un cancer qu'il n'a pas! «Cela a beaucoup affecté mon moral. Mais […] je ne peux pas nommer les personnes ni tenir l'hôpital responsable.»

Ce moment charnière de sa vie le poussera finalement à retourner voir ses parents en Afrique, qu'il n'avait pas revus depuis 21 ans.

S'il entretient toujours de bons rapports avec sa famille, il dit ne plus avoir d'attaches particulières depuis le décès de sa mère en 2016. Il tente toutefois d'adopter trois de ses neveux et nièces, âgés de 15, 15 et 17 ans, pour leur offrir de «meilleures perspectives» aux TNO.

De retour à Montréal, en 2016, il fait un rêve qui lui aurait soufflé : «Va voir Linda à Yellowknife». «Personne ne me croit lorsque je raconte ça, mais c'est la vérité!», lance Isidore en riant.

Curieux d'en connaître davantage sur cette fameuse Linda, Isidore plaque tout : il démissionne de son emploi chez Bell à Montréal, envoie ses affaires en avance à Yellowknife et saute dans le premier vol pour les Territoires du Nord-Ouest.

Arrivé à destination, la première personne qu'il croise est le neveu d'une certaine Linda, conseillère municipale et directrice générale de la Fédération franco-ténoise (FFT) qui deviendra plus tard la patronne d'Isidore et son amie.

C'est Vincent, le neveu de Linda, qui finit par les faire se rencontrer, en racontant le rêve d'Isidore en lien avec sa venue sur le territoire. «Elle non plus n'y croyait pas. Encore aujourd'hui, Linda envoie [à son neveu] une photo de nous lorsque nous sommes ensemble, pour nous remémorer cette histoire», ajoute Isidore.

DE L'HÔTEL À L'AUTEUR

Isidore est passé «d'un simple emploi dans un hôtel» à la coordination du Centre d'accueil francophone de la FFT et du Réseau d'immigration francophone (RIFTNO), des postes qu'il a occupés jusqu'à récemment.

Mais l'une des véritables passions d'Isidore, ce sont les mots. Auteur et fondateur de la maison d'édition Présence francophone, créée en juillet 2017, Isidore a publié pas moins de quatre recueils de poèmes et de nouvelles. Une occupation qui lui a valu en 2011 le prix littéraire de Radio-Canada (pour la nouvelle).

Il explique avoir commencé à écrire grâce à ses sœurs, sa mère et sa grand-mère, qui lui racontaient toutes de nombreux contes lorsqu'il était enfant, au Congo-Brazzaville.

> "J'AIME ÊTRE STIMULÉ INTELLECTUELLEMENT, DÉCOUVRIR..."
> Isidore Guy Makaya

GLOSSAIRE

GAVROCHE
Qui s'apparente au gamin parisien frondeur et généreux de Victor Hugo.

«Comme on dit, le métier d'écrivain ne nourrit pas son homme, mais je n'écris pas pour l'argent ni pour avoir du succès. C'est comme quelque chose qui vient du cœur. Et j'ai envie de laisser le témoignage de ce que je suis», souligne-t-il avec passion.

Constatant que les Territoires du Nord-Ouest n'avaient pas de maison d'édition francophone, il suit des cours d'édition à distance dans les Laurentides en 2017 et saute sur l'occasion pour s'auto-publier, ainsi que publier ceux dont il admire l'écriture, notamment de jeunes plumes qui ne demandent qu'à se faire connaître.

En décembre dernier, il a justement publié un recueil bilingue de poèmes intitulé Euphoriae. C'est l'œuvre de Serena Jenna, une jeune Franco-Ténoise de 14 ans.

Outre ses projets littéraires personnels, Isidore travaille sur une grammaire de sa langue maternelle, le vili. Le premier tome, Étude des substantifs, est paru en 2019 et appelle un second tome. En cours d'écriture, il sera davantage basé sur les groupes verbaux.

Il explique aussi travailler sur d'autres textes, laissant ainsi planer le doute quant à une éventuelle prochaine publication. «La communauté [franco-ténoise] m'a beaucoup aidé», précise Isidore, qui loue largement le travail des bénévoles œuvrant à la maison d'édition.

REPÈRES RETROUVÉS

Lorsqu'il parle de cette communauté, qui l'a accueillie il y a maintenant cinq ans à Yellowknife, Isidore est heureux et cela transparaît, même par le biais d'une caméra.

«Je vois le Québec comme une ancienne blonde», plaisante-t-il.

De façon plus sérieuse, il explique que Montréal lui a énormément donné sur le plan des amitiés et des connaissances, mais il n'est «pas certain» que l'épanouissement personnel était au rendez-vous après quelques années.

«J'aime être stimulé intellectuellement, découvrir… À Montréal, après quelque temps, je ne voyais plus la plus-value de rester», se remémore-t-il.

Petit bémol : à chaque parcours d'immigration, entre le Congo, la France, l'Espagne et le Canada, chaque arrivée dans un nouveau pays lui faisait perdre un peu plus ses repères.

«À chaque fois qu'on me demandait de parler de mon pays, je choisissais celui que je connaissais le mieux, c'est-à-dire celui que j'avais quitté le plus récemment. À un point tel que j'ai eu un problème d'identité à un moment donné», retrace-t-il.

Ce problème semble réglé depuis qu'Isidore habite Yellowknife, lui qui explique avoir sa maison au beau milieu d'une forêt, un cadre idyllique qu'il ne veut pour l'instant pas changer. Il précise toutefois rester ouvert à un autre parcours d'immigration: «Pourquoi pas en Amérique du Sud. Tant que j'apprends!»

INES LOMBARDO
FRANCOPRESSE

HISTOIRES D'IMMIGRATION

Au travers des incertitudes liées à la pandémie, certaines histoires ressortent comme autant de bouffées d'air et d'espoir. C'est notamment le cas de nombreux francophones qui ont choisi le Canada comme terre d'accueil, il y a de cela quelques mois ou des années. En voilà quelques-unes partagées par Francopresse.